

Liste des tableaux.

- Tableau 1** : Précision sur le taux d'activité.
- Tableau 2** : Production d'eaux douces (en tonnes) 2008 – 2010.
- Tableau 3** : Le stock d'IDE par branches d'activité.
- Tableau 4** : Le stock d'IDE selon leur pays d'origine.
- Tableau 5** : La croissance par secteur qui contribue à la croissance du PIB.
- Tableau 6** : Evolution de la production des principaux produits du règne végétal entre 2005 et 2009 (unité : tonne).
- Tableau 7** : Effectif du cheptel entre 2003 et 2007 (unité : tête).
- Tableau 8** : Evolution de la production de la pêche et de l'aquaculture entre 2004 et 2008.
- Tableau 9** : La valeur ajoutée aux prix constants du secteur primaire.
- Tableau 10** : La valeur ajoutée aux prix constants du secteur secondaire.
- Tableau 11** : La valeur ajoutée au prix constant du secteur tertiaire.
- Tableau 12** : Le taux de change, le PIB au prix du marché à prix courant et l'investissement direct étranger.
- Tableau 12** : Indice du PIB et de l'IDE (base 100 : 2001).
- Tableau 13** : Le taux de change, le PIB au prix du marché à prix courant et l'investissement direct étranger.
- Tableau 14** : Valeurs du PIB et de l'IDE en milliards de dollar.

Liste des graphiques.

- Graphique 1** : Les stocks globaux des investissements directs étrangers.
- Graphique 2** : Evolution trimestrielle de l'indice de production des entreprises du régime commun entre 2004 et 2009 (Base 2001 : 100).
- Graphique 3** : La droite de régression et les nuages des points.

Liste des sigles d'abréviation.

| | | |
|---------------|---|--|
| AGOA | : | African growth opportunity act. |
| BCM | : | Banque centrale de Madagascar. |
| BM | : | Banque mondiale. |
| COI | : | Comité de l'océan indien. |
| COMESA | : | Common market for eastern and southern Africa. |
| DSRP | : | Document stratégique pour la réduction de la pauvreté. |
| FMI | : | Fond monétaire international. |
| IDE | : | Investissement direct étranger. |
| MAP | : | Madagascar action plan. |
| OCDE | : | Organisation de coopération et de développement économiques. |
| OMC | : | Organisation mondiale du commerce. |
| ONG | : | Organisation non gouvernemental |
| PAS | : | Politique d'ajustement structurel. |
| PED | : | Pays en développement. |

GLOSSAIRES.

Crise économique : blocage des mécanismes habituels de fonctionnement ou d'adaptation de l'économie, se produisant dans un secteur d'activité ou touchant un système économique dans son ensemble.

Croissance endogène : approche issue de la nouvelle école classique pour expliquer la dynamique interne au système économique, génératrice du progrès technique.

Flux d'IDE : ensemble de toutes les transactions entre une entreprise et son investisseur direct.

Indice : rapport entre des quantités ou des prix, qui en montre l'évolution.

Industrialisation : processus d'extension et d'intensification des activités industrielles, généralement associé au développement économique.

Investissement : part du revenu consacrée à l'achat de machines, d'immeuble ou à des placements financières.

Pays émergents : pays en développement présentant un fort taux de croissance du PIB, un niveau relativement élevé d'industrialisation et d'exportation de produits industriels, un fort degré d'ouverture à l'extérieur et un marché intérieur en expansion.

Progrès technique : source de la croissance, accumulation du capital produit des effets bénéfiques au-delà de l'entreprise concernée (des effets externes).

Stock d'investissement : c'est la situation ou le montant des investissements faits par une unité de production à une date donnée T.

SOMMAIRE

Remerciements

Liste des tableaux et graphiques

Liste des sigles d'abréviation

Glossaire

Introduction générale

PREMIERE PARTIE : REVUE DE LITTERATURE SUR LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Chapitre I : Les théories économiques et les faits sur les IDE et la croissance économique

Section 1 : Théorie sur l'investissement et la croissance économique

Section 2 : Définition des IDE et de la croissance économique

Chapitre II : Les impacts des investissements directs étrangers sur la croissance économique dans les pays en développement

Section 1 : Les avantages des investissements directs étrangers

Section 2 : Les inconvénients des investissements directs étrangers

DEUXIEME PARTIE : LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE A MADAGASCAR

Chapitre III : Situation des IDE dans l'économie de Madagascar

Section 1 : L'historique et les atouts de l'économie malgache

Section 2 : Analyse des flux d'IDE

Chapitre IV : La croissance économique à Madagascar

Section 1 : Les différents facteurs de la croissance économique

Section 2 : Etude de la variation du PIB et de l'IDE de 2001 à 2010

Section 2: Etude économétrique sur les IDE et la croissance économique à Madagascar

Conclusion générale

Références bibliographiques

Annexes

Introduction générale

Au début des années 1980, l'objectif principal de l'économie mondiale est de réduire les déséquilibres macroéconomiques par des programmes de stabilisation. Les flux de investissement direct étranger (IDE) vers les économies défaillante, notamment les pays en développement (PED) et les pays moins avancés (PMA). Cependant, plusieurs programmes de développement économique sont arrêtés ou perturbés par de graves troubles socioéconomiques dans les PMA et les PED. Durant cette époque, les IDE ont des grands rôles important dans les activités économiques et dont le but est d'augmenter la production totale des facteurs dans les pays à faibles économies afin d'accompagner ces mesures de stabilisation.

Nombreux sont des facteurs et les variables de politique économique permettant de définir et d'expliquer la croissance économique. Les sources de croissance sont une préoccupation majeure des économistes et des décideurs politiques. On a plusieurs activités économiques qui contribuent à la croissance économique comme le programme d'investissement publique dont le but est de mettre en œuvre des infrastructures (école, route, hôpitaux, port, eau et électricité, etc.).

Depuis plusieurs décennies l'attraction des grands investissements étrangers figurent parmi les axes principaux des politiques gouvernementales à Madagascar. Mais est ce que les investissements directs étrangers contribuent ils à la croissance économique ?

Pour comprendre la contribution des investissements directs étrangers sur la croissance économique, nous allons voir l'évolution des flux des IDE à Madagascar, les différentes types d'IDE et en fin la corrélation entre les IDE et la croissance économique.

PREMIERE PARTIE : REVUE DE LITTERATURE SUR
LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET
LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Chapitre I : Les théories économiques et les faits sur les IDE et la croissance économique.

Section 1 : Théorie sur l'investissement et la croissance économique.

2.1-Investissement et la croissance économique selon les libéraux.

Pour les libéraux, l'économie est basée sur la relance de l'offre. Ils sont qualifiés des économistes de l'offre. Les facteurs de productions sont des variables explicatives c'est-à-dire des variables exogènes et la croissance est une variable expliquée c'est-à-dire des variables endogènes ; les facteurs de productions expliquent donc la croissance économique. L'augmentation du capital par l'investissement détermine la production. Pour créer plusieurs facteurs de productions et pour mettre en service le progrès technique, il faut investir. Ce qui augmente la production et qui engendre la croissance.

La croissance économique est fonction de l'accumulation de capital, la réallocation des ressources et le transfert de technologies et ces derniers sont les fruits de l'IDE (d'après une analyse néoclassique de la modernisation surtout les modèles de Lewis et de Kuznets). D'autre étude avance que les IDE ont un rôle de stimulation de l'investissement domestique et du commerce extérieur.

Cependant, l'existence des firmes multinationales peuvent concurrencer le secteur local parce qu'ils sont très puissant et qui engendrent sur les entreprises locales un effet d'éviction.

Selon Helpmann (2003) : « concernant la relation avec le commerce extérieur, la question principale est de savoir si les IDE lui sont complémentaires ou substituables. Pour ainsi dire, cela dépend de la stratégie d'implantation des firmes multinationales. Les IDE à stratégie verticale sont souvent complémentaires au commerce extérieur, contrairement à ceux à stratégie horizontale. Tout ces éléments sont interdépendants et font partie du circuit économique d'un pays, qui devrait avoir nécessairement pour l'objectif l'amélioration du bien être individuel et global et pour finalité la réduction de la pauvreté, croissance, investissement domestique et commerce extérieur sont les mécanismes de transmission des avantages (ou des inconvénients), des IDE sur le capital humain.» Depuis des années, on constate que la croissance économique dans un pays n'empêche pas les inégalités, on parle alors d'une mauvaise croissance qui entraîne une différence entre des classes sociales et qui génère des inégalités. Kuznets démontre économétriquement que : « les IDE stimulent une croissance pro-pauvre. En effet, elle est basée sur de flux réels qui permettent une industrialisation

adaptée au contexte local et non sur des flux financiers volatiles. La migration de la main d'œuvre du secteur traditionnel vers les nouveaux secteurs industriels sera par conséquent facilitée. »

Par ailleurs, les investissements domestiques et l'ouverture au commerce extérieur influencent sur le capital humain. Certes, les investissements privés contribuent de la croissance économique, mais aussi ils sont souvent en relation avec une amélioration de la productivité et une augmentation des exigences en matière de formation et d'éducation. Ce qui provoque des effets externes sur la population locale à opter pour l'éducation plutôt que le travail précaire, et le stock et la qualité du capital humain s'améliorent.

Pour Robert M .Solow, la fonction de production dépend du travail, du capital, et du temps tandis que pour James Cobb et Paul Douglas, la fonction de production est exprimée par le capital et le travail seulement. C'est-à-dire l'introduction des investissements directs étrangers dans un pays d'accueil qui améliorent le capital et le travail parce qu'il y a transfert de technologie et de connaissance et donc l'augmentation de la production.

2.2- Investissement et la croissance économique selon les Keynésiens.

La demande détermine l'offre pour les Keynésiens. Or l'investissement est une variable explicatif de la demande globale c'est-à-dire : $D = C+I$; avec D : la demande globale, C : la consommation et I : l'investissement.

D'après la théorie Keynésien, il y a trois points de référence :

- L'épargne est une fuite, l'épargne est une partie de revenu non consommé.
- L'investissement est une variable exogène de la demande.
- L'investissement provient de l'épargne.

La totalité du revenu national est utilisée pour la consommation et l'épargne. D'où $R = C+E$.

La croissance est alors fonction de l'investissement et ce dernier est fonction de l'épargne. L'investissement doit être couvert par l'épargne puisqu'il y a une égalité entre le revenu national et la l'ensemble de la consommation nationale.

2.2.1-Le multiplicateur Keynésien.

Un économiste Keynésien, Kahn a identifié qu'il y a un effet multiplicateur sur la croissance engendré par l'investissement. L'investisseur achète de bien d'équipement. Cette nouvelle activité engendre de nouveaux revenus qui peuvent aussi augmenter la demande d'autres produits.

L'accroissement de la demande entraîne un impact positif sur la production et donc sur la croissance.

D'après Keynes en 1936, dans « La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » montre qu'une augmentation de l'investissement (privé ou public) entraîne une variation plus importante de la production ; ce qui qualifie l'effet multiplicateur.

2.3-La théorie de la croissance économique et les facteurs institutionnels.

Inventer par Robert Fogel et North Douglas prix Nobel de l'économie 1993. Il y a d'autres domaines non économiques qui jouent des rôles importants dans la réalisation de la croissance économique :

-L'Etat qui instaure le respect des droits de chacun bénéficie de la confiance de chaque citoyen surtout les investisseurs nationaux et étrangers. Donc on a besoin des réformes législatives (lois et règlements) qui permettent l'entrée libre des investisseurs sur le territoire, la facilitation de l'octroi des autorisations pour effectuer une ou des activités économiques et la facilitation de l'acquisition des zones d'exploitation (exemple Soalala, Ambatovy et QMM Fort Dauphin).

Par exemple : améliorer les textes régissant le secteur minier, soit le code minier et la loi sur les grands investissements minier dont l'objectif est de satisfaire les opérateurs du secteur.

L'augmentation de production c'est-à-dire la croissance économique dépend aussi de la corruption donc il faut renforcer l'état de droit pour diminuer la corruption et qui incite tous les acteurs de la vie économique à effectuer ces activités en toute sérénité.

L'amélioration des activités économiques dépend de la facilitation d'acquisition de terrain et de l'installation des établissements d'exploitation, par exemple au niveau de la zone franche industrielle, le droit de propriété de terrain n'est pas clair. Par conséquent, le respect des droits de propriétés multiplie les efforts d'invention.

2.4-La théorie de la croissance endogène : un cadre approprié pour l'étude de l'effet de l'IDE sur la croissance économique.

La nouvelle théorie de la croissance économique ou la théorie de la croissance endogène est apparue aux articles publiés par Paul. M. Romer (« increasing returns and long run growth », journal of political economy, 94, 1986) et par Robert Lucas (« on the mechanics of economic development », journal of monetary economics, 22, 1988). Cette théorie cherche à expliquer la croissance économique (du produit par tête) à partir du processus même d'accumulation et la diffusion de la technologie sans avoir à recourir à des facteurs extérieurs, exogènes. Si les externalités technologiques existent et les effets de rendements décroissants de l'accumulation de capital sont contre balancés par les connaissances, à long terme, l'économie a une croissance soutenue.

Selon la théorie de la croissance endogène, l'investissement direct étranger peut promouvoir la croissance à long terme.

Dans le modèle de croissance économique néoclassique de type Solow, sur la croissance, l'effet de l'investissement direct étranger est limité par le biais des rendements décroissants. Les IDE influencent seulement le niveau du revenu mais le taux de croissance à long terme ne change pas. Les modèles néoclassiques se limitent sur le rôle du progrès technologique et/ou de la croissance de la population, de la force de travail qui sont considérés comme exogènes pour promouvoir la croissance à long terme de l'économie. Pour Romer : « le taux de croissance à long terme de l'économie est déterminé par les paramètres de la fonction de la production des idées et le taux de croissance de la population. Une population plus importante génère plus d'idées et comme l'utilisation des idées est non rivale, tout le monde en profite. Donc un accroissement de la population entraîne une croissance économique soutenue à condition que le budget affecté à la recherche et le développement soit suffisant. »

L'IDE engendre de la croissance uniquement à court terme, tandis que à long terme, et en raison de la loi des rendements décroissants par rapport au capital, l'économie convergera vers un état stationnaire, donc l'IDE est neutre sur le taux de croissance à long terme.

L'IDE peut contribuer à l'amélioration du capital humain par l'accroissement du stock des connaissances dans le pays d'accueil c'est-à-dire par l'utilisation des nouveaux biens d'équipements des nouveaux procédés de production et surtout de l'application de nouveau savoir faire en management et en améliorant le niveau de qualification qui provoque des externalité positifs aux firmes locales.

Les firmes multinationales donnent de formation formelle des travailleurs ou par le « Learning by doing ». L'IDE a un effet à court terme qu'à long terme sur le pays d'accueil en

améliorant le stock des connaissances du pays hôte et engendre une augmentation du taux de croissance de long terme. Selon Romer (1986) : « les firmes multinationales en offrant des nouvelles connaissances aux PED, réduisent les écarts technologiques entre ces pays et les pays avancés, ce qui peut constituer un facteur important et de convergence économique. » La contribution des IDE dans la croissance est démontrée positive dans la littérature par plusieurs auteurs comme Borensztein, de Gregorie et Lee (1998). L'arrivée des IDE dans un pays entraîne une augmentation de la croissance économique car elle augmente le stock de capital et l'investissement total et partant la croissance donc les IDE sont bénéfique pour les pays d'accueil. Borensztein, de Gregorie et Lee (1998) démontre à partir du modèle de croissance endogène que les IDE facilitent le transfert de technologie, augment la qualité des travailleurs et tendent à augmenter les exportations et la compétitivité dans les PED. Les travailleurs qualifiés qui bénéficient des emplois offerts par les firmes étrangères. Cependant cette lacune pourrait être solutionnée par l'envoi d'experts pour former la main d'œuvre locale ou par l'investissement massif dans l'éducation dans les pays hôte.

Section 2 : Définition des IDE et de la croissance économique

1.1 - Les investissements directs étrangers.

Il y a plusieurs définitions de l'investissement direct étranger selon les différentes entités qui existent.

1.1.1 - Les investissements directs étrangers selon la banque centrale et l'INSTAT.

On entend par IDE, les investissements qu'une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). Ainsi il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise. Les IDE comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre eux et entre les entreprises apparentées, qu'elles soit ou non constituées en sociétés et donc dotées d'une personnalité morale distincte. Donc les capitaux des IDE sont composés de : capitaux fournis par l'investisseur direct (soit directement, soit par l'intermédiaire d'autres entreprises avec lesquelles il est lié) à l'entreprise, ou capitaux reçus par l'investisseur provenant de l'entreprise. En fait, l'IDE désigne l'ensemble des ressources qu'un investisseur direct laisse,

à un moment donné, à la disposition des entreprises d'investissement direct, c'est-à-dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct. Il y a une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10% du capital ou 10% des droits de vote.

Les transactions des capitaux d'investissements directs, enregistrées en fonction de leur destination, se décomposent en :

- 1) Capital social : participation au capital des succursales, toutes les actions des filiales et des entreprises affiliées, sauf les actions privilégiées non participantes qui sont considérées comme des titres de créance.
- 2) Bénéfices réinvestis : correspondent à la part qui revient à l'investisseur direct (au prorata de sa participation directe au capital) sur les bénéfices qui ne sont pas distribués sous forme de dividendes par les filiales ou par les entreprises affiliées, ainsi que les bénéfices des succursales qui ne sont pas versés à l'investisseur direct.
- 3) Autres transactions d'investissements directs : ou encore transactions liées aux dettes interentreprises (entre les entreprises d'un même groupe), couvrent les emprunts et les prêts de ressources financières, y compris les titres d'emprunt, et les crédits fournisseurs, entre des investisseurs directs et les filiales, succursales et entreprises apparentées, tels qu'ils ressortent des créances et des engagements interentreprises (compte à recevoir et à payer), respectivement. Cela inclut aussi bien les prêts des investisseurs directs aux filiales que les prêts des filiales aux investisseurs directs. Aucune distinction n'est établie ici entre les investisseurs à court et à long terme.

1.1.2 - Les investissements directs étrangers selon le FMI.

Selon le FMI, les IDE sont définis comme étant ceux qui « sont effectués dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise exerçant ses activités sur le territoire d'une économie autre que celle de l'investisseur, le but de ce dernier étant d'avoir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise. Les entités ou les groupes d'entités associés non résidentes et qui effectuent les investissements directs, et les entreprises érigées ou non en société (respectivement filiales ou succursales) dans lesquelles ces investissements directs ont été effectués, sont désignées par le terme : entreprise d'investissement direct ».

1.1.3 – Définition générale de l'IDE.

L'IDE est un flux de prêt à une entreprise étranger, l'investisseur étranger possède une part de propriété dans une entreprise étrangère et la firme qui investit détient plus de 10% de la firme étrangère dans laquelle l'investissement se produit. C'est-à-dire l'investisseur a un parti important de la propriété de l'entreprise. L'IDE constitue plusieurs forme, qu'il s'agit d'une nouvelle acquisition ou d'un simple prêt. Dans une IDE, l'investisseur a le droit de contrôle, il s'agit donc d'une firme multinationale parce qu'elle possède et contrôle des entreprise dans différents pays. Dans une firme multinationale, la société mère est localisée dans le pays hôte (le pays d'origine de l'investissement direct étranger). La société mère a plusieurs sociétés affiliées (succursales ou filiales) localisées dans un ou plusieurs pays d'accueil.

Par exemple : La société Citroën : la société mère est en France mais elle possède des filiales dans plusieurs pays comme en Chine et en Brésil.

L'IDE n'est pas seulement un mouvement de capitaux, l'investisseur ait un contrôle important sur la filiale étrangère. Ce qui entraîne pour l'IDE une nature plus complexe que l'investissement en portefeuille.

Pour l'IDE, l'investisseur a le droit de détenir des moyens de production (de gestionnaire de talent, de secret commerciaux, de procédé technologique, de droits d'utiliser des marques et d'instructions sur les marché à conquérir et à éviter).

Le bénéfice réinvestit dépend de la rentabilité de filiale ce qui provoque l'accroissement de flux d'IDE.

L'IDE se différencie de l'investissement de portefeuille par son pouvoir de contrôle et la part de capitaux investit.

1.2. - La croissance économique.

1.2.1 – La définition de la croissance économique.

La croissance et l'augmentation de la production d'un pays sur un longue période. Elle se mesure par un agrégat économique de la comptabilité nationale : le produit intérieur brut (PIB) qui mesure la richesse créée sur le territoire national et par son taux de croissance. Le PIB présente des limites car : il n'est qu'une évaluation monétaire, quantitative de la production d'un pays et ne prend pas en compte les aspects qualitatifs (ne mesure pas le bien être), il ne prend pas en compte certains couts sociaux (exclusion,...) qui devraient diminuer

sa valeur, et enfin, il n'enregistre pas l'économie souterraine (travail au noir), l'économie domestique (femme au foyer) et l'économie illégale.

1.2.2 – Les déterminants de la croissance économique.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer la croissance économique. Les importants déterminants qui contribuent la croissance économique à long terme d'un pays sont les suivants :

- l'importance de la population active ;
- la qualité de la main d'œuvre ;
- les ressources naturelles ;
- la formation de capital ;
- les progrès techniques.

a)- L'importance de la population active.

Les activités économiques dans un pays déterminent la production. Ces activités économiques dépendent de la population active. Le taux de croissance économique d'un pays dépend en grande partie de l'importance de la population active.

La main d'œuvre a un grand rôle très important dans la production de l'économie, elle est associée d'autre facteur de production (les progrès techniques, les institutions, l'environnement, le temps, ...).

L'augmentation de la population active doit être proportionnelle à l'augmentation de la technologie et les autres facteurs de productions pour que les rendements s'améliorent. C'est à dire les rendements diminueront après un certain temps, si la population active tandis que la technologie et les autres facteurs de production demeurent constants.

La population active optimale permet donc d'obtenir la production réelle maximale par travailleur.

Selon Paul Romer (théorie de la croissance endogène ; 1986), le taux de croissance à long terme de l'économie est déterminé par les paramètres de la fonction de production des idées et le taux de croissance de la population. Une population plus importante génère plus d'idées et comme l'utilisation des idées est non rivale, tout le monde en profite. Donc un accroissement de la population entraîne une croissance économique soutenue à condition que le budget affecté à la recherche et développement est suffisant (exemple : Chine, Brésil et Inde).

b)- La qualité de la main d'œuvre.

La qualité de la main d'œuvre contribue à la croissance économique. D'après la théorie de la croissance endogène (Paul Romer, Gregory Mankiw et Weill), la croissance économique est caractérisée par l'accumulation des connaissances, c'est-à-dire l'accumulation de capital humain par l'éducation et la formation, la recherche et le développement et enfin l'investissement c'est-à-dire l'apprentissage par répétition.

Une main d'œuvre qualifiée et hautement spécialisée entraîne l'amélioration de la méthode de travail et qui contribue à la quantité des biens et des services produits.

D'autres facteurs qui améliorent la constitution du capital humain est l'état de la santé de la population. Il faut mettre en œuvre des infrastructures qui favorisent la santé publique (le nombre d'installations médicales et de professionnels de la santé donne une bonne idée de l'état de santé de la population).

c)- Les ressources naturelles.

Sans posséder d'abondantes ressources naturelles, un pays peut connaître une croissance économique rapide (exemple le Japon). Dans la croissance économique, le rôle des ressources naturelles contribue énormément à l'atteinte d'un taux de croissance élevé. Les ressources minérales et énergétiques ainsi que la fertilité du pays jouent un rôle important.

Un pays doté des ressources naturelles est plus avantageux qu'un pays qui n'en a pas s'il y a un bon politique économique et bonne institution (bonne gouvernance).

Les IDE ne cessent d'augmenter à cause de l'abondance des ressources naturelles dans le PED. L'exploitation de ces ressources naturelles par les IDE entraîne l'entrer de devise, le transfert de technologie, le transfert de connaissance et la création d'emploi.

d)- L'accumulation de capital.

La formation de capital a un rôle primordial à la croissance économique. En effet, la quantité d'usines, de matériels et de machines est directement proportionnelle à la capacité de production de biens et de services. Les investissements provoquent une augmentation de capital de l'économie. Dans le PED, l'investissement est très faible, ce pour cela qu'il faut appeler à l'investissement direct étranger. Ce n'est pas seulement les investissements qui sont les responsables d'une croissance économique rapide, d'autres facteurs doivent être pris en considération.

Le capital ou bien capital physique est un facteur de production produit. Le capital est donc un facteur de production utilisé pour la production de toutes sortes de biens et services, y compris du capital.

e)– Les progrès technologiques.

Selon Robert Merton Solow (prix Nobel d'économie 1987), la production est fonction du travail et du capital, pondérés par leur efficacité respective, et du progrès technique.

La fonction de production de type de COBB-DOUGLAS à rendements d'échelle constant :

$$Y_t = \exp(\mu t) K_t^\alpha L_t^{1-\alpha}, \text{ où } \mu \text{ représente la tendance de progrès technique.}$$

Grace au progrès technique (par l'investissement), on travaille moins mais on obtient plus de production. Ce la raison pour laquelle qu'on a besoin des travailleurs hautement qualifié parce que le progrès technique engendre de méthode de production de plus en plus sophistiqué et exige de forte qualité. Il faut donc améliorer des techniques et l'organisation pour un processus de fabrication (par exemple l'utilisation de TIC).

Chapitre II : Les impacts des investissements directs étrangers sur la croissance économique dans les pays en développement.

Les investisseurs étrangers dans les pays en développement ont connu un essor considérable au cours de ces dernières années et sont devenu une source de financement extérieur du développement économique aussi importante que les apports de fonds publics. La mondialisation est un facteur qui développe la mobilité des capitaux internationaux. Le poids de l'IDE dans l'économie mondiale est accru. Les pays en développement paraissent avoir globalement bénéficié de cette ressource bien qu'une lecture plus attentive des chiffres puisse nuancer cette expression.

Section 1 -Les avantages des investissements directs étrangers.

Un investissement direct lui procure toutefois certains avantages supplémentaires qui ont pour effet d'améliorer la productivité du capital : la participation d'intérêts étrangers à la direction d'une entreprise peut exposer celle-ci à de meilleur techniques de gestion, les propriétaires de technologies sont souvent peut enclins à en faire profiter leurs partenaires à moins de pouvoir exercer un certain contrôle sur la gestion de l'entreprise, ce que leur permet un IDE et en fin un IDE peut élargir le champ de compétences et les relation être intéressé par

les produits de l'entreprise, avoir un large accès aux marchés d'exportation ou être mieux à même de commercialiser sa production.

Un IDE peut donc représenter non seulement un apport de fonds, mais aussi un lien fonctionnel entre l'entreprise et son partenaire étranger. Un avantage exceptionnel de l'IDE par rapport aux autres sources de financements externes est le droit de contrôle des investisseurs étrangers dans la gestion de l'entreprise. L'IDE augmente l'efficacité de la productivité et provoquer un effet de changement sur le système de production en général en introduisant le capital intellectuel, les technologies modernes, les expériences aussi bien techniques qu'administratives et les compétences administratives. Par exemple : les investisseurs étrangers, par l'intermédiaire du personnel des filiales de leurs sociétés multinationales, vont pratiquer leur savoir faire et leurs expériences commerciales dans leurs opérations de production au pays bénéficiaire d'investissement. C'est-à-dire, les investisseurs étrangers créent des externalités positives sur le pays d'implantation des investissements.

L'Etat a un rôle de contrôle des IDE par le biais d'une bonne régulation et réglementation pour que la condition d'efficacité des soit atteint.

Pour le pays d'accueil, l'IDE apport l'innovation technologique par l'utilisation de nouveaux savoir faire c'est-à-dire il y a un transfert de connaissance du pays hôte vers le pays d'accueil.

Les investisseurs étrangers sont obligés de former des travailleurs nationaux avant de s'implanter dans un zone d'exploitation parce qu'il y a utilisation des nouveaux technologies ce qui entraîne un transfert de technologie et permet pour le pays d'accueil de rattraper plus rapidement son retard technologique. Il y a donc effet d'imitation.

L'implantation des IDE dans un pays émergent de nouveaux secteurs économiques. Par exemple l'émergence des fournisseurs des légumes et des fruits pour l'entreprise Ambatovy.

Les IDE créent de l'emploi et des effets externes à la population locale (route par exemple).

Section 2 - Les inconvénients des investissements directs étrangers.

Si les IDE sont mal régulés et contrôlés, l'objectif de la politique économique de l'Etat est d'être atteint.

L'entrée des investisseurs étrangers provoque un monopole dans le secteur dans lequel ils exploitent qui entraîne une maximisation de leurs bénéfices parce qu'ils fixent le prix (price maker) et ils n'ont pas de concurrents.

Le monopole domine et il peut influencer à leur avantage la politique économique de l'Etat (corruption,...) par exemple : une réduction des redevances fiscales (impôts).

Les investisseurs étrangers profitent des PED par une minimisation de salaire et exploitation de l'homme par l'homme dont le but est de chercher un maximum de leur profit.

**DEUXIEME PARTIE: LA RELATION ENTRE LES
INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET LA
CROISSANCE ECONOMIQUE A MADAGASCAR.**

Chapitre I : Situation des IDE dans l'économie de Madagascar.

Section 1 : L'historique et l'origine des IDE dans l'économie de Madagascar.

1.1 - Historique.

Les régimes politico-économiques à Madagascar depuis l'indépendance jusqu'à nos jours marque l'histoire des IDE dans l'économie de Madagascar. En prenant la date de départ de l'analyse de 1975 à nos jours c'est-à-dire de la deuxième république jusqu'à nos jours.

La première période de 1975 à 1990, du régime de Didier Ratsiraka, l'économie Malgache marque par la politique de nationalisation et programme d'investissement à outrance. C'est-à-dire le pays était sous le régime socialiste. L'Etat malgache néglige les IDE et l'investissement privé en général. Dans le mécanisme du développement de Madagascar sous la deuxième république, les IDE étaient négligés.

Les dirigeants malgaches s'intéressent beaucoup à la nationalisation des secteurs stratégiques de l'économie, à savoir :

- Les banques.
- Les assurances.
- Les grandes sociétés commerciales coloniales.
- Les sociétés sucrières.

En outre c'était aussi le période des investissements à outrances. C'est-à-dire l'Etat a créée des entreprises de productions dont il était le seul actionnaire.

Ce sont :

- Des huileries.
- Des usines de fabrication d'engrais.
- Des usines de fabrication de chaussures.
- Des usines de torréfaction de café.
- Des usines de fabrication de lait d'origine végétale (lait de soja).

A cause de la faible place tenue par le secteur privé l'économie n'était pas très efficace.

On constate un très lent redressement. La deuxième période de 1991, le président Zafy Albert successeur de Didier Ratsiraka, de 1993 à 1996 avait amélioré une situation économique très détériorée. A son retour en 1996, le président Didier Ratsiraka a modifié ses positions

antérieurs et le mouvement de redressement s'est poursuivit ; croissance de 4% en 1998, de 4,5% en 1999 ; inflation réduite, doublement des investissements directs étrangers en 1997 et 1998. Les entreprises en zone franche, qui avait débuté sous le président Zafy, sont 116 en 1999 et contribuent pour plus d'un tiers aux exportations.

Le gouvernement malgache veut énormément miser sur l'investissement privé, notamment les IDE pour relancer la croissance économique. Il y a une internationalisation croissante de la production et de la consommation de biens et services au niveau mondial. L'investissement direct est perçu, depuis le milieu des années 80, comme un stimulant efficace de la croissance durable parce que l'ouverture aux marchés favorise une utilisation plus efficiente et plus productive des ressources du pays hôte. Une étude de l'OCDE avance que l'entrée des IDE donne au pays d'accueil des avantages comme le développement de l'appareil de production, l'introduction de nouvelles compétences et technologies et la création d'emplois. Cette même étude affirme également que les IDE véhiculent des éléments d'actifs corporels et incorporels ayant un fort impact sur le développement, augmente la productivité dans les pays, sert de catalyseur à investissement intérieur et au progrès technologique.

Pendant ce deuxième période l'Etat malgache a libéralisé l'économie. Cette libéralisation c'est poursuivi et accentuée jusqu'à nos jours.

Depuis 1997, l'Etat a décidé de se désengager de toutes les entreprises dont il est actionnaire et de consacrer ses efforts, à développer les secteurs sociaux (éducation, santé, justice).

La globalisation est l'intégration de toutes les dimensions techniques et culturelles à l'échelle mondiale. Qui se mêle et se superpose aux identités nationales.

Les outils de la mondialisation sont : la libéralisation, la privatisation et la globalisation. La libéralisation de la politique précède et permet la libéralisation économique. Exemple : le tourisme, si Madagascar accueille actuellement plus de touristes, c'est grâce notamment à l'ouverture du pays. La pratique libérale du régime actuel a remédié aux inconvénients de certains choix de politique économique.

Le citoyen malgache pourrait admettre la supranationalité des regroupements comme l'OMC, le COMECA, et la COI. S'il comprend des avantages et les inconvénients économiques qui en découlent.

En effet, les produits malgaches peuvent bénéficier des avantages douaniers pour leur entrée dans les pays membres, moyennant réciprocité.

A l'image des institutions de Bretton-Wood (FMI et BM) et du PNUD qui poussent à des réformes, toutes les structures, les organisations de la société civile et adoptent les pratiques de l'esprit libéral. La conduite des affaires publiques nécessite l'information et la participation

des citoyens. « Tout citoyen est censé promouvoir l'intérêt général, pour mieux promouvoir son intérêt individuel ».

Le respect de normes d'exportation crevettières sert l'intérêt de l'exportateur, mais contribue également à l'entrée des devises et à l'équilibre de la balance commerciale et à la stabilisation macroéconomique. La gestion transparente et responsable des activités d'une ONG augmente la confiance des partenaires et a un impact sur les transferts de fonds.

1.2 - Les avantages comparatifs de Madagascar.

Madagascar a un énorme potentiel économique. La population est pauvre et qui ne peut pas profiter de ces richesses. La condition économique est favorable parce que nous disposons beaucoup de ressources et qui facilite à l'attraction des investissements directs étrangers.

1.2.1 – Le cout de la main d'œuvre.

La main d'œuvre à Madagascar est abondante et active. Depuis dernières années, on constate une augmentation de la population active. La main d'œuvre est donc abondante parce qu'elle occupe la moitié de la population active et par conséquent elles sont apte à travailler.

Madagascar dispose d'une main d'œuvre jeune et disponible. A cause de cette abondance de la main d'œuvre jeune et actif, le cout de main d'œuvre est à bon marché.

La main d'œuvre malgache influence directement au cout de fabrication parce qu'elle moins chère par rapport à celle d'autre pays. La cause principale de cette faiblesse du cout de main d'œuvre est le déplacement de la population rural vers la ville et qui entraîne un déséquilibre entre l'offre de travail et la demande de travail. La demande de travail est inférieure à l'offre de travail. Autre raison de ce déplacement est le faible accès à la formation et l'éducation. La faiblesse du cout de la main d'œuvre est un avantage pour les investisseurs étrangers.

Mais l'entrée des IDE à Madagascar contribue à l'amélioration de connaissance, la qualification et la formation de ce main d'œuvre. Une population jeune et active peut facilement instruite. Ces populations jeunes actives sont prêts à travailler dur et un esprit débrouillard et qui veulent toujours une amélioration. Les mains d'œuvres malgaches sont faciles à s'adapter à la TIC.

A Madagascar, le taux d'activité est de 63.7 % en 2010 c'est-à-dire plus de six individus sur dix si on prend les individus de cinq ans et plus qui s'insèrent déjà sur le marché de travail. Mais si on prend les individus de 15 à 64 ans pour la population potentiellement active qui est conforme aux recommandations du BIT, le taux d'activité s'élève jusqu'à 90.2 %.

Tableau 1 : Précision sur le taux d'activité.

| Taux d'activité | Ecart-type | Intervalle de confiance (95 %) | |
|-----------------|------------|--------------------------------|------------------|
| | | Borne inférieure | Borne supérieure |
| 63.7 | 0.4632879 | 62.77363 | 64.59349 |

Source : MPRH

Au seuil de signification $\alpha = 5 \%$, le taux d'activité 63.7 % est compris entre l'intervalle [62.77363 ; 64.59349]. Ce chiffre marque une certaine stabilité de la situation, au niveau global.

Bref, l'abondance, le bon marché et la qualification de la main d'œuvre malgache constitue donc un avantage comparatif pour Madagascar et un facteur pour attirer les investisseurs étrangers parce que le cout de la main d'œuvre est un élément du cout de production et qui influence directement à la rentabilité de l'investissement. Mais quel est l'avantage d'existence des ressources naturelles à Madagascar ?

1.2.2 - Les ressources naturelles.

Madagascar est un pays riche en ressource naturelle, elle dispose de richesse de sous-sol (saphir, or, nickel, cobalt, ilménite, ...), dans la mer (crevette, concombre de mer, autre poisson) et le foret (bois de rose, site touristique, ...).

Madagascar ne dispose pas de haute technologie pour exploiter ces ressources minières, par conséquent, une large variété de ressources minières est encore sous exploitée et sous utilisée.

Madagascar dispose de nombreux gisements découvertes par des scientifiques mais pas encore exploité faute de l'insuffisance de technologie.

Faute de législation efficace, l'exploitation de ces ressources minières reste toujours informelle.

Pour le monde industrielle, Madagascar fournit des matières premières comme le nickel, le cobalt, l'ilménite, le quartz, le marbre, la bauxite, ...).

Pour mieux attirer les étrangers à investir, les responsables doivent réformer les législations c'est-à-dire mettre en place des lois et des règlements qui permettent l'entrée libre des investisseurs étrangers sur le territoire, facilitent l'octroi des autorisations pour effectuer une ou des activités extractives et d'exploitation et favorisent l'acquisition des zones d'exploitation.

Madagascar est une île et dispose donc d'un espace maritime grande, elle est entourée par l'océan indien et le canal de Mozambique. Les ressources maritimes et halieutiques sont considérables.

L'aquaculture est un secteur clé pour l'entrée de devises à Madagascar (AQUAMEN.ef Morondava et AQUALMA Majunga). La filière crevettière se distingue dans le monde par son production bio (aquaculture biologique), répondant aux besoins de l'occidental et actuellement au marché asiatique.

L'octroi de licence aux investisseurs étrangers est un obstacle pour l'exploitation des ressources maritimes.

Le secteur pêche et aquaculture sont les principaux sources de devises et qui contribuent le 6% du PIB national.

En 2009, les filières industrielle et artisanale de la pêche crevettière s'élevait à 3880 tonnes et subit par une diminution à cause de la crise économique 2008 et entraîne la cessation des activités de l'aquacole et devenu à 3058 tonnes.

La production d'eaux douces ne cesse d'augmenter à cause de la formation et de l'encadrement des pisciculteurs. Pour la pisciculture, on enregistre un taux de croissance très importante de 439.8 %. La production du riz pisciculture est de 2300 tonnes en 2009 et qui augmente à 2650 tonnes en 2010 c'est-à-dire une croissance de 15.2 %.

Tableau 2 : Production d'eaux douces (en tonnes) 2008 – 2010.

| Production | 2008 | 2009 | 2010 | Croissance (%) 2009 – 2010 |
|------------------------|-------|-------|-------|-------------------------------|
| Pêche continentale | 30000 | 30000 | 30000 | 0 |
| Pisciculture en étangs | 540 | 528 | 2850 | 439.77 |
| Riz pisciculture | 2090 | 2300 | 2650 | 15.22 |

Source : MPRH

Madagascar dispose une superficie de 590000 km² et 5000 km de longueur de cote. Elle est favorable au transport maritime et aérien et qui possède un potentiel touristique caractériser par sa spécificité culturelle et naturelle.

Madagascar dispose aussi des atouts touristiques. Reconnu comme étant l'un des pays les plus riches du point de vue écologique, Madagascar est un continent en miniature avec des habitats très différents et un très grand nombre d'espèces endémiques. L'île est renommée pour la richesse de sa faune et flore.

Madagascar a une variété de paysages différents qui crée un énorme potentiel touristique. C'est un pays de contrastes avec des montagnes qui atteignent plus de 2800 m dans les hauts plateaux, de vastes savanes, des forêts tropicaux à feuilles persistantes et des plaines fertiles serrées de rizières en terrasses. Le pays a aussi 5000 km de côtes dont une grande partie est protégée par des récifs coralliens et on y trouve de nombreuses îles tropicales avec de belles plages au sable blanc. Un paysage calcaire spectaculaire, des rivières souterraines et beaucoup de grottes dans certaines régions de l'ouest, renforcent la variété du capital naturel du pays.

La diversité écologique de Madagascar et sa flore et faunes uniques sont parmi les attraits principaux de l'île. De plus, chaque partie de l'île est associé à différent type de végétation et contient de variété d'espèces endémiques (palmiers, bambous, fougères, orchidées, baobabs, cactus et autres plantes succulentes).

A peu près de 80% des plantes de Madagascar sont endémiques. Ce pourcentage est encore plus élevé pour la faune. L'exemple le plus connu est celui des lémuriens, dont presque 100%

ne propagent naturellement qu'à Madagascar. La grande île est un paradis pour les ornithologues et les amateurs d'oiseaux avec plus ou moins 250 espèces d'oiseaux dont environ 106 espèces endémiques. Comme ce sont 98% des reptiles et des amphibiens du pays, y compris les caméléons, les geckos, les crocodiles, les tortues et les serpents. Environ 92% des poissons d'eau douce sont aussi endémiques tandis que les récifs coralliens le long de la côte abritent une vie marine époustouflante.

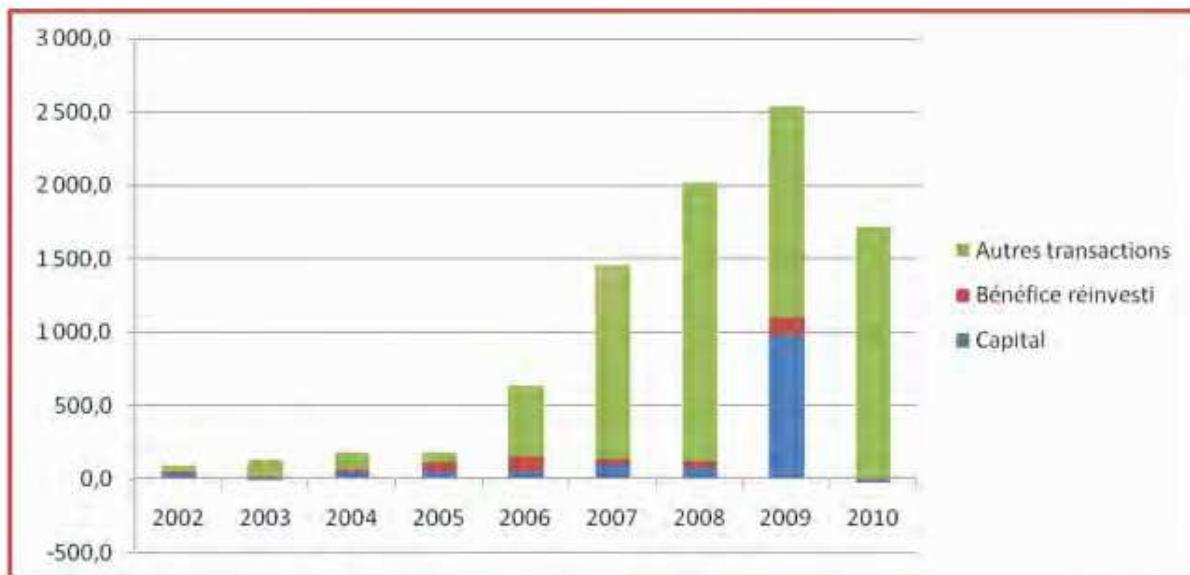
Les forêts, déserts et voies d'eau de Madagascar regorgent d'espèces rares et exotiques dont le plus célèbres seraient les lémuriens. Madagascar abrite plus de 90% de la population mondiale de lémuriens.

Section 2 : Analyse des flux d'IDE.

2.1 – Les stocks globaux des investissements directs étrangers.

Analyse des flux d'IDE depuis 2002 explique le rôle important des institutions qui sont le responsable de la politique d'attractivité des investissements internationales.

Le graphique suivant montre la répartition et l'évolution des stocks globaux des investissements directs étrangers depuis 2009 jusqu'à 2010.



Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT.

Entre 2005 et 2008, à cause de l'arrivée de grands investisseurs dans l'industrie extractive, le stock d'IDE a connu un accroissement spectaculaire. Ce sont les grands projets

de QIT Madagascar Minéral (Rio Tinto) dans l'ilménite et le projet Ambatovy dans le nickel et le cobalt. Le projet Ambatovy la est une sorte de consortium mené par Sherritt international et associant d'autres entreprises comme SNC-Lavalin, Sumitomo corporation ou encore Korea Ressources corporation. Les stocks d'IDE dans les industries extractives figurent plus de 70 % du total ce qui entraîne domination de la branche activités extractives, suivie de la construction et des travaux publics (5.6 %), les télécommunications (4.4 %), et les services financiers (3.9 %).

En 2008, Madagascar a réalisé près de 3 milliards de dollars d'IDE, soit plus de 11.5 % du PIB comparé à 10.5 % en 2007. Malgré une augmentation de 31 % entre 2007 et 2008, les flux effectifs d'IDE en 2008 ont été de 76 % inférieur à la prévision.

Les flux d'IDE sont concentrés dans seulement quelques secteurs comme les mines et les télécommunications. Et les investissements dans les mines ont baissés depuis fin 2008. Les investissements proviennent du Royaume-Uni (563.3 millions USD soit 50.3 %), du Canada (260.6 million USD soit 23.2 %), du Bahreïn (71.2 millions USD soit 6.4 %), du Japon (62.2 millions USD) et la Corée du sud (57.6 millions USD soit 5.1 %). Les investisseurs du Bahreïn se sont concentrés dans le secteur des télécommunications avec Life le nouvel investisseur dans le secteur de la téléphonie mobile.

L'augmentation du flux d'IDE enregistré en 2007 est la cause de la mise en œuvre des investissements en construction pour le besoin des projets miniers tels que l'exploitation du cobalt et du nickel par le projet d'Ambatovy et celle d'ilménite par le QMM Taolagnaro.

La fin des travaux de construction des programmes d'investissement au niveau de ces 2 projets entraîne une diminution du stock d'IDE. Entre 2007 et 2010, les stocks d'IDE entre en difficulté et ne cesse de rétrograder : avec une croissance de 112% en 2007, l'année 2010 n'a enregistré qu'un taux de 22%.

On constate que les investisseurs sont intéressés au poste « Autres transactions » ce qui entraîne l'augmentation significative de ces flux. Seul ce poste a augmenté à la fin de l'année. Est-ce une réponse à la situation instable qui a provoqué par la crise politique depuis 2009 ?

En effet, le poste « Capital social » a reculé de -1,3% par rapport à 2009. Celui des « Bénéfices réinvestis » dénonçait une baisse de -0,9%. Et le poste « Autres transactions » annonçait une croissance de 31,5%.

Enfin, en 2009, le montant des investissements directs étrangers à destination de Madagascar a baissé de 17 %. Madagascar doit mettre de nouveaux secteurs porteurs en avant pour pouvoir séduire de nouveaux investisseurs. La situation politique doit revenir à la normale, Madagascar devrait accélérer la concrétisation d'autres grands projets miniers, en particulier

celui de la bauxite. A plus long terme, le secteur agro-alimentaire a le potentiel pour attirer les IDE, générateur d'emplois, en particulier dans l'huile de palme, le maïs et le sucre. Le secteur du biodiesel a aussi un grand avenir. Enfin, l'ile devrait revoir sa politique touristique pour mieux attirer les grands investisseurs dans ce secteur où les investissements dépassent rarement les 700 000 euros.

2.2 – Le stock d'IDE par branches d'activité.

L'étude par branche d'activités du stock d'IDE est en relation avec la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo. D'une part les PED ont un avantage comparatif sur le produit minier ce qui entraîne le transfert de la plupart des capitaux étrangers dans la branche d'activités extractives. D'autre part les PED n'a pas de moyen technologique pour exploiter son réserve minier.

Le tableau suivant donne la répartition et l'évolution des flux d'IDE par branche d'activités.

| Branche | 2009 | 2010 | Unité : milliards MGA |
|---|-----------------|-----------------|-----------------------|
| Agriculture | 14,15 | -0,84 | |
| Pêche, aquaculture | 18,81 | 34,70 | |
| Activités de fabrication | 99,63 | 41,50 | |
| Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau | 0,26 | 0,23 | |
| Construction et BTP | 31,92 | 53,60 | |
| Commerce | 30,93 | 18,40 | |
| Hôtels et restaurants | 37,49 | 36,10 | |
| Transports | 10,89 | 2,85 | |
| Activités financières | 59,68 | 57,40 | |
| Immobilier et services aux entreprises | 7,56 | 10,50 | |
| Distribution pétrolière | 65,38 | 58,20 | |
| Télécommunication | 85,81 | 16,50 | |
| Autres | 0,16 | -0,07 | |
| TOTAL hors "extractives" | 462,67 | 329,06 | |
| Activités extractives | 2 069,84 | 1 360,00 | |
| TOTAL | 2 532,51 | 1 689,06 | |

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT.

L'analyse des flux d'IDE par branche d'activité de l'année 2010 donne de place importante par les entreprises dans la branche d'activités extractives. Les deux exploitations miniers du projet Ambatovy et du QMM Taolagnaro entrent dans la phase d'exploitation ce

qui entraîne le gonflement des activités extractives de 1360 milliards MGA c'est-à-dire 80.5 % des flux d'IDE par branche d'activités de 2010. Mais par rapport à l'année précédente (année 2009), la branche activités extractives subit une diminution de 34.29 %. La fin des travaux de construction au niveau du projet d'extraction de nickel et de cobalt à Ambatovy et d'ilmenite par la société QMM à Taolagnaro provoque la baisse du flux d'IDE reçu par la branche activités extractives.

En ce qui concerne les branches hors activités extractives, ils n'occupent que 19.5 % de la totalité des flux d'IDE. En 2009, on constate une augmentation des flux d'IDE mais en 2010 après une hausse de 2009 ces branches subissent une diminution de 28.88 % par rapport à l'année précédente. La baisse du flux d'IDE enregistré par les branches des activités de fabrication et de la télécommunication entraîne cette variation.

Pour l'année 2010, la distribution pétrolière occupe une grande place importante du flux d'IDE de la branche hors activités extractives (17.68 %), les activités financières (17.44 %), construction et travaux publics (16.29 %), activités de fabrication (12.61 %), hôtels et restaurant (10.97 %). Dans chacun de ces branches d'activités, le flux d'IDE est supérieur à 30 milliards MGA.

2.3 – Le stock d'IDE selon leur pays d'origine.

| Unité : Milliards MGA | | | Unité : Milliards MGA | | |
|---------------------------------|-----------------|-----------------|---------------------------------|---------------|---------------|
| Pays Toutes branches confondues | 2009 | 2010 | Pays Hors activités extractives | 2009 | 2010 |
| Canada | 682,12 | 512,08 | France | 112,54 | 153,43 |
| Japon | 462,47 | 362,37 | Maurice, île | 254,14 | 56,37 |
| Corée du Sud | 468,64 | 347,64 | Italie | 30,87 | 36,51 |
| France | 112,55 | 153,43 | Suisse | 3,15 | 30,05 |
| Chine | 17,63 | 127,92 | Réunion | 4,15 | 23,94 |
| Île Maurice | 254,55 | 58,81 | Luxembourg | 30,79 | 21,19 |
| Italie | 30,87 | 36,51 | Japon | -6,60 | 13,72 |
| Suisse | 3,15 | 29,99 | Royaume-Uni | 25,59 | 7,12 |
| Réunion | 4,15 | 23,93 | Hong-Kong | 32,58 | 2,87 |
| Luxembourg | 30,79 | 21,19 | Allemagne | 0,41 | 1,65 |
| Royaume-Uni | 449,12 | 16,48 | Tunisie | 0,00 | 0,90 |
| Autres | 16,47 | -1,31 | Autres | -24,96 | -18,69 |
| TOTAL | 2 532,51 | 1 689,06 | TOTAL | 462,67 | 329,06 |

Source : Enquête IDE 1s2011, BCM/INSTAT.

Source : Enquête IDE 1s2011, BCM/INSTAT.

La branche activités extractives tient une grande place importante des flux d'IDE. Par conséquent, les pays qui investissent dans cette branche dominent et les principales sources

des flux d'IDE. Les investisseurs de la branche activités extractives occupent donc les premières places pour l'année 2009 et 2010. Le Canada investit 512.08 milliards MGA en 2010 qui représente 30.32 % de la totalité du flux d'IDE. Cette domination du Canada est expliquée par l'investissement vers le projet Ambatovy. Le flux d'IDE venant du Royaume-Uni a connu une diminution, en 2009 au moment de la mise en œuvre des travaux de construction de QMM (17.73 %) et en 2010 à la fin des travaux de construction de QMM (0.98 %). La fin des travaux de construction au niveau de QMM Taolagnaro et qui entre dans la phase d'exploitation explique cette diminution.

En ce qui concerne la branche hors activités extractives, la France occupe le premier place dont 46.63 % du flux d'IDE hors activités extractives vient de la France en 2010. Ces flux d'IDE français dirigent principalement vers la construction et travaux publics (exemple : Colas), la distribution pétrolière (exemple : Total) et les activités financières (exemple : BNI).

Chapitre II : La croissance économique à Madagascar.

Section 1 : Les différents facteurs de la croissance économique.

En 2010, le taux de croissance économique s'améliore après les efforts entrepris par les gouvernements des pays avancés pour lutter la crise financière par la relance de l'économie par les institutions financières internationales. Le redressement de l'économie mondiale provoque un effet d'entrainement sur l'économie des PED. Madagascar n'enregistre qu'un taux de croissance du secteur primaire de 0.4 % qui est le maximum de contribution à la croissance du PIB, le secteur secondaire de 0.2 % et le secteur tertiaire apporte un taux de croissance négatif.

Tableau 5 : La croissance par secteur qui contribue à la croissance du PIB.

| Rubriques | Contribution à la croissance du PIB | | | Croissance annuelle (en pourcentage) | |
|--------------------|-------------------------------------|------|------|--------------------------------------|-----------|
| | 2008 | 2009 | 2010 | 2008 /2009 | 2009/2010 |
| Secteur primaire | 0.9 | 2.4 | 0.4 | 8.5 | 1.1 |
| Secteur secondaire | 0.4 | -0.8 | 0.2 | -7.4 | 2.1 |
| Secteur tertiaire | 4.1 | -3.6 | 0.0 | -7.1 | -0.1 |

Source : Rapport annuel 2010. BANQUE CENTRALE DE MADAGASCAR.

1.1– Le secteur primaire.

Dans l'agriculture, la production de paddy prend une grande place en 2009. Elle est évaluée à 4.5 millions de tonnes. La production de paddy enregistre un taux de croissance moyen de 6 % par an et un taux de croissance de 16 % par rapport à 2008. La production de canne à sucre a chuté l'année 2009 et la production de maïs ne cesse d'augmenter et atteint une hausse de 22 %.

Tableau 6 : Evolution de la production des principaux produits du règne végétal entre 2005 et 2009 (unité : tonne).

| Produit | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|-------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Paddy | 3400000 | 3485000 | 2595790 | 3914168 | 4540435 |
| Manioc frais | 2144341 | 2358775 | 3017317 | 3044473 | 3047517 |
| Canne à sucre | 2446259 | 2690885 | 540950 | 545819 | 550731 |
| Haricot grain sec | 76806 | 84486 | 79597 | 80314 | 81037 |
| Maïs grain sec | 339363 | 373300 | 399383 | 402978 | 491633 |
| Patate douce | 536361 | 589997 | 894436 | 902486 | 910609 |
| Pomme de terre | 271004 | 298104 | 218399 | 220365 | 222348 |
| Pois de cap | 8230 | 9053 | 17484 | 17642 | 17800 |

Source : Service des statistiques (DISE/MAEP).

En 2010, le secteur primaire contribue au PIB à hauteur de 26 %. Les investisseurs directs étrangers sont intéressés par le secteur primaire parce qu'il est toujours en croissance et les perspectives de la production agricole sont encourageantes. Il est possible de tripler à moyen terme la production agricole en mettant en exploitant des jachères, construisant les réseaux d'irrigation, en pratiquant des culture de contre-saison et en sélectionnant des variété de riz à haut rendement permettant de passer de trois à six tonnes par hectare. Ces mesures doivent accompagner d'une politique foncière très efficace pour réussir c'est-à-dire faciliter l'accès à l'exploitation de terrain et le respect de droit de propriétaire terrain.

L'élevage est aussi une grande source de croissance du secteur primaire à Madagascar. De 2003 à 2007, l'effectif de cheptel (bovins, volailles, ovins, porcins, caprins) enregistre un taux

de croissance moyen de 2.1 % par an. Cette croissance est due par l'amélioration de production animale.

Tableau 7 : Effectif du cheptel entre 2003 et 2007 (unité : tête).

| Année | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|-----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Bovins | 8020449 | 8055000 | 9500137 | 9573200 | 9647000 |
| Porcins | 605010 | 675611 | 1247044 | 1283400 | 1314400 |
| Ovins | 843178 | 859861 | 695228 | 712400 | 729900 |
| Caprins | 1251700 | 1397450 | 1218847 | 1248050 | 1279700 |
| Volailles | 29417000 | 29436950 | 29150447 | 29850000 | 30579000 |

Source : service des statistiques (DISE/MAEP).

Madagascar a un potentiel maritime. La production de la pêche stagne depuis ces dernières années. La filière crevette diminue à cause de la cessation de l'exploitation de l'Aquacole et de la maladie point blanc. Ce secteur enregistre un taux de croissance annuel moyen de -0.6 % entre 2004 et 2008.

Les ressources halieutiques du secteur maritime contribuent essentiellement au PIB. Madagascar dispose d'un plateau continental couvrant une superficie d'environ 117000 km² et se plongeant sur une côte longue de plus de 5600 km. La zone exclusive malgache s'étend pour sa part sur 1140000 km² et le pays dispose également d'environ 250000 ha de plan continentaux, dont 155000 ha de lacs et lagunes directement concernés par la pêche. Les investisseurs étrangers sont intéressés par la pêche thonière. Les opérateurs chinois sont intéressés par le marché de trépangs et des ailes de requin.

Tableau 8 : Evolution de la production de la pêche et de l'aquaculture entre 2004 et 2008
(unité : tonne)

| Année | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|---------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| PRODUCTION MARITIME | 102 366 | 99 998 | 100 843 | 98 141 | 98 464 |
| Dont : Pêche industrielle | 23 574 | 20 935 | 21 270 | 19 405 | 17 226 |
| - Crevettes | 7 155 | 5 312 | 5 442 | 4 679 | 2 922 |
| - Poissons d'accompagnement | 4 089 | 3 273 | 3 453 | 2 341 | 1 618 |
| - Crevettes d'eau profondes | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Poissons de fonds | 2 300 | 2 350 | 2 375 | 2 385 | 2 686 |
| - Thons | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| Pêche artisanale | 599 | 639 | 547 | 459 | 348 |
| - Crevettes | 590 | 572 | 490 | 401 | 311 |
| - Poissons | 9 | 67 | 57 | 58 | 37 |
| Pêche traditionnelle | 71 950 | 72 020 | 72 250 | 69 820 | 72 890 |
| - Crevettes | 3 450 | 3 450 | 3 450 | 3 450 | 3 450 |
| - Crabes | 1 500 | 1 525 | 1 600 | 1 370 | 1 370 |
| - Langoustes | 450 | 500 | 550 | 380 | 450 |
| - Trépangs | 850 | 820 | 850 | 470 | 470 |
| - Algues | 5 200 | 5 225 | 5 300 | 3 650 | 3 650 |
| - Poissons | 55 000 | 55 000 | 55 000 | 55 000 | 56 000 |
| - Autres | 5 500 | 5 500 | 5 500 | 5 500 | 7 500 |
| Aquaculture marine | 6 243 | 6 404 | 6 776 | 8 457 | 8 000 |
| PRODUCTION D'EAUX DOUCES | 32 550 | 32 650 | 32 750 | 32 630 | 32 630 |
| Dont : Pêche continentale | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 |
| Pisciculture en étangs | 1 000 | 1 050 | 1 100 | 540 | 540 |
| Riz pisciculture | 1 550 | 1 600 | 1 650 | 2 090 | 2 090 |
| PRODUCTION TOTALE | 134 916 | 132 648 | 133 593 | 130 771 | 131 094 |

Source : Service des Statistiques (DISE/MAEP)

D'après l'étude de la banque centrale, le secteur primaire n'a pas pu renouveler ses performances de la campagne 2008/2009. La croissance de sa valeur ajoutée a chuté à 1.1 %, au lieu d'une hausse de 8.5 % en 2009, perdant 7.4 points de pourcentage.

Tableau 9 : La valeur ajoutée aux prix constants du secteur primaire.

| Rubriques | En milliards d'ariary aux prix de 1984 | | | Variation annuelle | (en pourcentage) |
|------------------|--|-------|-------|--------------------|------------------|
| | 2008 | 2009 | 2010 | 2008/2009 | 2009/2010 |
| Secteur primaire | 175.8 | 190.9 | 193.1 | 8.5 | 1.1 |
| Agriculture | 84.8 | 93.9 | 94.5 | 10.7 | 0.7 |
| Elevage et pêche | 76.0 | 77.4 | 78.9 | 1.8 | 1.9 |
| Sylviculture | 15.0 | 19.6 | 19.6 | 30.4 | 0.1 |

La crise sociopolitique à Madagascar en 2008 entraîne l'arrêt des appuis financiers et qui provoque la suspension de subvention des engrains, des projets de réhabilitation (barrage, canalisation,...).

Même les conditions climatiques est favorable à l'agriculture, en 2010 la valeur ajoutée est variée de 0.7 % par en tandis que en 2009 la variation annuelle est de 10.7 % à cause de l'arrêt des appuis financiers.

L'élevage et la pêche enregistrent une croissance qui s'améliore de 1.9 %. L'arrêt des financements extérieurs et des projets d'améliorations de la production animale entraînent une faible croissance de la branche élevage et pêche. La diminution de la demande extérieure du fait de la fermeture des marchés européens provoque de découragement des investisseurs.

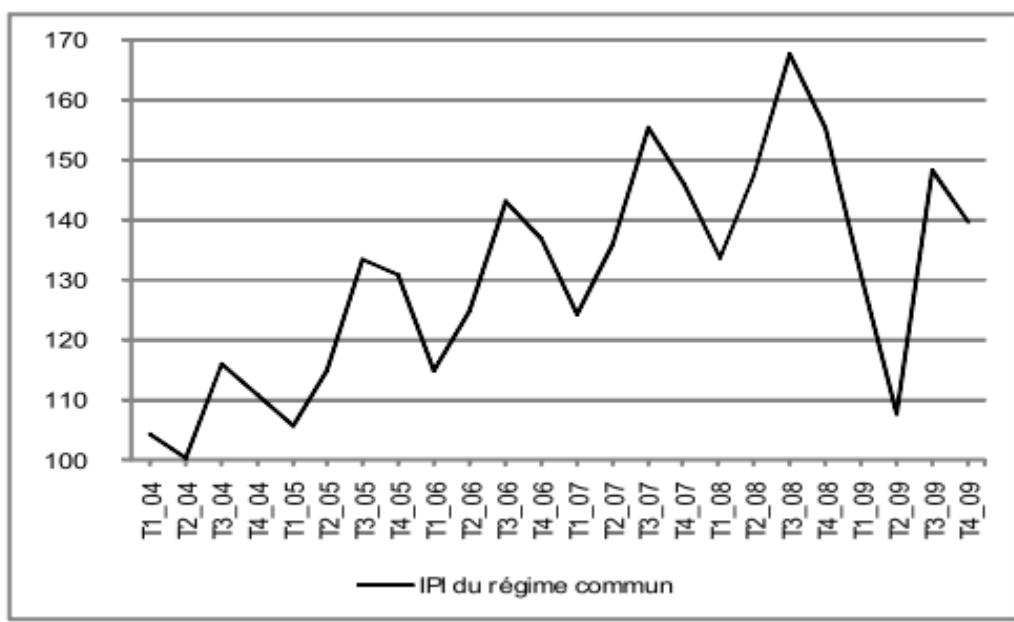
Le secteur primaire a une place important dans l'investissement direct étranger. En 2009 la branche agriculture représente 14.15 milliards MGA des flux d'IDE et la branche pêche et aquaculture représente 18.81 milliards MGA des flux d'IDE, c'est-à-dire le secteur primaire a un place de 7.12 % des flux d'IDE des activités hors extractives.

En 2010, la branche pêche et aquaculture intéresse beaucoup les investisseurs directs étrangers. Le flux d'IDE enregistré dans ce branche est de 34.70 milliards MGA qui représente 11 % du flux d'IDE des activités hors extractives.

1.2– Le secteur secondaire.

En 2009, le secteur secondaire est très touché par la crise politique qui a traversé le pays. On peut comprendre ses impacts au niveau du secteur privé surtout le secteur industriel par un indicateur dit Indice de Production Industrielle. Cet indicateur étudie le comportement du secteur c'est-à-dire l'évolution de la production en volume des industries concernant sur le territoire malgache. L'IPI se réfère à l'année 2001 c'est-à-dire à base 100 l'année 2001.

Graphique 2 : Evolution trimestrielle de l'indice de production des entreprises du régime commun entre 2004 et 2009 (Base 2001 : 100).



Source : INSTAT/DSE

On constate une diminution de 12.8 % en 2009 par rapport à 2008. En 2008 l'IPI est de 150.9 % et en 2009 l'IPI est de 131.6 %, cette diminution est due par la crise politique de 2009. Plusieurs usines sont fermés, en particulièrement la suspension de Madagascar dans l'Agua entraîne une diminution de la demande extérieur des produits textiles sur le marché américain. L'industrie de boisson et la fabrication de produits alimentaires occupent une partie important du secteur industriel malgache. Ces deux secteurs d'activité sont en pleine expansion à cause de la suspension de monopole du groupe tiko donc il y a création de nouvelle entreprise comme NBM Ambatolampy et de petite et moyenne entreprise qui produit de lait.

Les branches performantes :

Les Industries performantes c'est-à-dire avec le taux de croissance dépassant le 10 % durant l'année 2009 sont représentés par le tableau suivant.

| BRANCHES | Taux de croissance 2009 en % |
|-----------------------|------------------------------|
| Agro-industrie. | 57,3 |
| Industrie Extractive. | 14,3 |
| Industrie papier | 24,3 |

L'augmentation de la production de sucre en 2009 par rapport à l'année 2008 avec l'exploitation de la SUCOMA et la SUCOCOMA entraîne la performance des Agro-industries. La crise n'a pas d'effet sur les industries extractives parce qu'elles sont déjà commencer à exporter leurs produits et qui atteint une croissance de 14,3%.

Les autres branches ci-dessous qui représente le secteur secondaire à un taux de croissance mois de 2% pour l'année 2009.

Les branches non performantes en 2009 :

| BRANCHE | Taux de croissance en % |
|----------------------------------|-------------------------|
| Energie | -0,4 |
| Industrie. Alimentaire | -5,9 |
| Industrie. Boissons | 0,1 |
| Industrie. Tabac | -5,9 |
| Industrie. Corps gras | -19,3 |
| Pharmacie | -0,2 |
| Industrie. Textile | -24,6 |
| Industrie. Cuir | -6,2 |
| Industrie Bois | -33,7 |
| Matériaux de. Construction. | -4,2 |
| Industrie. Métallique | -21,8 |
| Matériels. Transport | 1,7 |
| Appareil Electrique | -28,7 |
| Autres | -7,3 |
| Zone Franche Industrielles (ZFI) | -16,2 |

les branches les plus touchées par la crise ont des taux négatifs et en plus à deux chiffres ce sont les industries du bois (-33,7%), les appareils électriques (-28,7%), les industries métalliques (-21,8%), les corps gras (-19,3%), les industries textiles (-24,6%) et les zones franches industrielle (-16,2%) suite à la suspension de l'AGOA.

Tableau 10 : La valeur ajoutée aux prix constants du secteur secondaire.

| Rubriques | En milliards d'ariary aux prix de 1984 | | | Variation annuelle (en pourcentage) | |
|----------------------------|---|-------------|-------------|--|------------|
| | 2008 | 2009 | 2010 | 2008/2009 | 2009/2010 |
| Secteur secondaire | 71,3 | 66,0 | 67,5 | -7,4 | 2,1 |
| Agro-industries | 1,1 | 1,7 | 2,6 | 54,5 | 52,9 |
| Industries extractives | 1,3 | 1,5 | 3,3 | 15,4 | 120,0 |
| Energie | 8,7 | 8,6 | 8,6 | -1,1 | 0,0 |
| Industries alimentaires | 13,1 | 12,3 | 12,4 | -6,1 | 0,8 |
| Industries des boissons | 13,0 | 13,0 | 13,1 | 0,0 | 0,8 |
| Industries du tabac | 3,5 | 3,3 | 3,3 | -5,7 | 0,0 |
| Industries du corps gras | 1,9 | 1,5 | 1,6 | -21,1 | 6,7 |
| Industries pharmaceutiques | 2,4 | 2,4 | 2,5 | 0,0 | 4,2 |
| Industries textiles | 0,8 | 0,6 | 0,4 | -25,0 | -33,3 |
| Industries du cuir | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,0 | 0,0 |
| Industries du bois | 2,0 | 1,4 | 1,4 | -30,0 | 0,0 |
| Matériaux de construction | 2,2 | 2,1 | 2,2 | -4,5 | 4,8 |
| Industries métalliques | 4,6 | 3,6 | 3,6 | -21,7 | 0,0 |
| Matériaux de transport | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,0 | 0,0 |
| Appareil électrique | 3,5 | 2,5 | 2,4 | -28,6 | -4,0 |
| Industries du papier | 0,4 | 0,5 | 0,5 | 25,0 | 0,0 |
| Autres | 1,0 | 0,9 | 1,0 | -10,0 | 11,1 |
| ZFI | 10,8 | 9,0 | 7,7 | -16,7 | -14,4 |

L'industrie textile malgache connaît une diminution de production parce que plusieurs entreprises sont fermées par la crise politique et la suspension de Madagascar dans l'Agoa. Les problèmes se sont aggravés surtout pour les entreprises qui misent essentiellement sur le marché américain. Le ZFI est le plus touché par la crise politique et la suspension de l'Agoa. On enregistre une diminution de valeur ajoutée de 14.4 % en 2010 par rapport à 2009. Le produit textile diminue en 2010. Cette diminution de la production entraîne la baisse de la valeur ajoutée de 600 millions d'ariary à 400 millions d'ariary c'est une variation annuelle de 33.3 %.

La valeur ajoutée de l'industrie de boisson et de la fabrication de produits alimentaires est en hausse. L'industrie extractive a une forte augmentation de la valeur ajoutée du fait de l'exploitation d'extraction de nickel et de cobalt par le projet Ambatovy. Le projet Ambatovy est une sorte de consortium mené par Sherritt international et rassemblant d'autres entreprises comme SNC-Lavalin, Sumitomo corporation ou encore Korea Ressources corporation. L'exploitation d'ilménite à Taolagnaro par le Qit Madagascar Minéral (Rio Tinto) montre aussi cette augmentation. Cette augmentation est de 120 % en 2010 par rapport à 2009.

1.3– Le secteur tertiaire.

Pendant 2009 et 2010, le secteur tertiaire est en difficulté de trouver de profit donc sa valeur ajoutée est en baisse mais il y a amélioration en 2010 par rapport à 2009 (-0.1 % en 2010 au lieu de -7.1 % en 2009). Même plusieurs économistes et des dirigeants veulent relancer l'économie malgache par le tourisme, le secteur tertiaire n'est pas le premier qui contribue la croissance économique.

Tableau 11 : La valeur ajoutée au prix constant du secteur tertiaire.

| Rubriques | (en milliards d'ariary aux prix de 1984) | | | Variation annuelle (en pourcentage) | |
|----------------------------|---|-------|-------|--|-----------|
| | 2008 | 2009 | 2010 | 2008/2009 | 2009/2010 |
| | 316,7 | 294,2 | 294,0 | -7,1 | -0,1 |
| BTP | 31,5 | 25,9 | 21,4 | -17,8 | -17,4 |
| Transports de Marchandises | 62,0 | 55,6 | 58,6 | -10,3 | 5,4 |
| Transports de voyageurs | 17,1 | 13,9 | 14,1 | -18,7 | 1,4 |
| Auxiliaires de transport | 16,4 | 14,2 | 14,3 | -13,4 | 0,7 |
| Télécommunication | 13,3 | 14,5 | 15,0 | 9,0 | 3,4 |
| Commerce | 60,3 | 62,7 | 64,3 | 4,0 | 2,6 |
| Banque | 12,8 | 14,9 | 15,6 | 16,4 | 4,7 |
| Assurance | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 50,0 | 0,0 |
| Services | 76,1 | 65,1 | 63,2 | -14,5 | -2,9 |
| Administration | 27,0 | 27,0 | 27,3 | 0,0 | 1,1 |

Le secteur BTP (bâtiment et travaux publics) a connu une baisse depuis le déclenchement de la crise politique de 2009. Sa valeur ajoutée diminue 17.8 % en 2009 et 17.4 % en 2008. Cette diminution s'explique par l'arrêt des financements extérieurs et aides extérieures et qui provoquent des suspensions de construction d'infrastructure de transport, de santé et d'enseignement et ce secteur est le plus durement touchés tandis qu'en 2008 le secteur BTP est le plus dynamique. Le secteur commerce est en hausse parce qu'il y a libre entrée et sortie c'est-à-dire il n'y a pas de barrage à l'entrée et sortie et de monopole comme avant 2008 par l'entreprise du président.

La valeur ajoutée du secteur des services ne cesse de diminuer de 2,9 pour cent en 2010 (après -14,5 % en 2009). Le ralentissement des activités productrices entraîne cette évolution négative qui s'agit les activités prestataires de services aux entreprises et ménages (gardiennage, nettoyage ...).

La valeur ajoutée du transport de marchandises a augmenté de 5,4 pour cent en 2010, contre une baisse de 10,3 pour cent en 2009. C'est le résultat du dynamisme des industries

d'extraction minière. Le transport des voyageurs augmente de 1,4 pour cent et cette amélioration est très faible, au lieu d'une baisse de 18,7 pour cent en 2009, à cause de la reprise de l'activité touristique. Le secteur des auxiliaires de transport, dont l'activité est attachée au tourisme, n'a enregistré qu'une faible croissance de 0,7 pour cent en 2010.

En 2010, les revenus des ménages est baissé et qui entraîne la diminution de la demande, par conséquent le secteur du commerce subit une diminution de 2,6 % après une hausse de 4,0 % en 2009

Le secteur bancaire est resté compétitif malgré une croissance moins rapide de 4,7 %, au lieu de 16,4 % en 2009. L'activité du secteur des Assurances est le même au niveau de 2009.

Section 2 : Etude de la variation du PIB et de l'IDE de 2001 à 2010.

Le tableau suivant donne la variation du PIB et de l'IDE en indice (base 100 en 2001) :

Tableau 12 : Indice du PIB et de l'IDE (base 100 : 2001).

| Année | Indice du PIB Base 100 en 2001 | Indice de l'IDE Base 100 en 2001 |
|-------|-----------------------------------|-------------------------------------|
| 2001 | 100,00 | 100,00 |
| 2002 | 97,07 | 72,15 |
| 2003 | 120,82 | 112,69 |
| 2004 | 90,21 | 105,12 |
| 2005 | 118,86 | 108,05 |
| 2006 | 129,51 | 369,51 |
| 2007 | 164,95 | 934,07 |
| 2008 | 191,04 | 1 215,10 |
| 2009 | 188,36 | 1 529,72 |
| 2010 | 187,87 | 312,52 |

En 2001, l'économie malgache a affiché un taux de croissance élevé par rapport à l'année précédente. Pour l'année 2002, c'est au contraire, la dégradation de production qui est apparue par suite de la crise sociopolitique. Dans ce contexte marqué par des arrêts d'activité, le taux de croissance du PIB qui a été de 6% en 2001, chuté de -12,7% en 2002.

En 2003, Madagascar a réalisé une performance, avec une croissance de 9,8%, après un recul de 12,7%. Le taux élevé de 2003 est expliqué par la reprise normale de l'activité après la récession de 2002.

La croissance économique de 2004 est basée sur le dynamisme de la demande intérieure qui a supplié la faible performance des exportations résultant de la chute des ventes de la vanille.

L'économie malgache est entrée en 2009 dans une période de récession profonde. Celle-ci provient, moins de la crise financière mondiale étant donné que Madagascar est peut intégrer aux marchés financiers internationaux, mais plus de la crise politique interne persistante. Ce contexte de dépression économique a fait fondre les perspectives de croissance.

La croissance économique malgache qui a chuté brutalement, est devenue négative.

La croissance de l'économie malgache, après la forte récession de 2009, a affiché un taux positif de 0,6%. Elle a reposé, en grande partie, sur la production minière.

L'année 2006 a montré un regain des investissements directs étrangers. Le flux d'IDE est estimé à 313 millions de dollar US contre 91 millions de dollar US soit une augmentation de 243% par rapport à l'année 2005 et une augmentation de 269% (base 100 : 2001). Ce qui représente 4% du PIB au prix courant. Les IDE entrant ont connu un essor considérable. Les flux d'IDE sont passés de 1,7% à 10,5% du PIB entre 2005 et 2007. Ces investissements sont concentrés dans le secteur minier. Les branches les plus actives en cette année 2006 sont celle des activités extractives (67,3%), des activités financières (12,5%), de la distribution de produit pétrolier (9,6%) et de la télécommunication (5,8%).

En 2009, le démarrage de deux grands projets d'investissement direct étranger entraîne un essor des IDE à Madagascar. Ces projets d'investissement concernent l'exploitation d'ilménite à Taolagnaro et des cobalts et nickel à Ambatovy dans l'Est du pays. Ainsi, les flux d'IDE sont passés à plus de 10% du PIB depuis 2007, si auparavant, ils ne représentent que les 2% du PIB.

L'année 2010 a marquée par une baisse significative du flux d'IDE entrants. Le taux d'accroissement en valeur a affiché un niveau de l'ordre de 212,52% par rapport à l'année 2001 contre 1429,72% (base 100 : 2001). Cette diminution est due à la fin de travaux de construction dans les deux grands projets Ambatovy et QMM qui sont entrés dans la phase d'exploitation.

Section 3: Etude économétrique sur les IDE et la croissance économique à Madagascar.

1 – Les données statistiques et la représentation de la méthode de calcul.

Pour faire une étude économétrique sur le produit intérieur brut et l'investissement direct étranger, on utilise des données de 2001 à 2010 au prix courant. Le tableau suivant montre le taux de change, le PIB au prix du marché à prix courant (en milliards d'ariary) et l'investissement direct étranger (en milliards d'ariary)

Tableau 13 : Le taux de change, le PIB au prix du marché à prix courant et l'investissement direct étranger.

| Année | Taux de change | PIB au prix du marché à prix courant (en milliards d'ariary) | Investissement direct étranger (en milliards d'ariary) |
|-------|----------------|--|--|
| 2001 | 1317,6 | 5968,6 | 111,6 |
| 2002 | 1366,4 | 6008,4 | 83,5 |
| 2003 | 1238,4 | 6777,6 | 118,2 |
| 2004 | 1995,8 | 8155,5 | 177,7 |
| 2005 | 1875 | 10095,2 | 171,6 |
| 2006 | 2013,9 | 11815,3 | 630,3 |
| 2007 | 1841,5 | 13759,7 | 1456,9 |
| 2008 | 1860,4 | 16099,5 | 1914,7 |
| 2009 | 1954,6 | 16677,5 | 2532,51 |
| 2010 | 2146,12 | 18264 | 568,09 |

Source : Rapport économique et financier de la banque centrale de Madagascar et enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM de 2001 jusqu'à 2010.

L'analyse de la corrélation entre le PIB et l'IDE nécessite une seconde donnée statistique. En utilisant le taux de change depuis 2001 jusqu'à 2010, on obtient les valeurs du PIB et de l'IDE en dollars. L'utilisation de l'unité monétaire dollar supprime l'effet de la dépréciation de la monnaie nationale. Lorsque la monnaie nationale se déprécie, le volume de l'IDE augmente si on utilise l'unité monétaire ariary et par conséquent une fausse analyse de l'augmentation du volume de l'IDE. Notre analyse est basée sur l'analyse au niveau international donc on a besoin de convertir la monnaie national en dollar pour avoir un résultat important et pour comparer avec d'autre pays.

Le tableau suivant donne la valeur du PIB et de l'IDE en milliards de dollar :

Tableau 14 : Valeurs du PIB et de l'IDE en milliards de dollar.

| Année | PIB au prix du marché à prix courant (en milliards de dollar) | Investissement direct étranger (en milliards de dollar) |
|-------|---|---|
| 2001 | 4,529902854 | 0,084699454 |
| 2002 | 4,397248244 | 0,061109485 |
| 2003 | 5,472868217 | 0,095445736 |
| 2004 | 4,086331296 | 0,089036978 |
| 2005 | 5,384106667 | 0,09152 |
| 2006 | 5,866875217 | 0,312974825 |
| 2007 | 7,472006516 | 0,79114852 |
| 2008 | 8,653784132 | 1,029187272 |
| 2009 | 8,532436304 | 1,295666633 |
| 2010 | 8,510241739 | 0,264705608 |

Source : Rapport économique et financier de la banque centrale de Madagascar et enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM de 2001 jusqu'à 2010.

2 – Formulation du modèle.

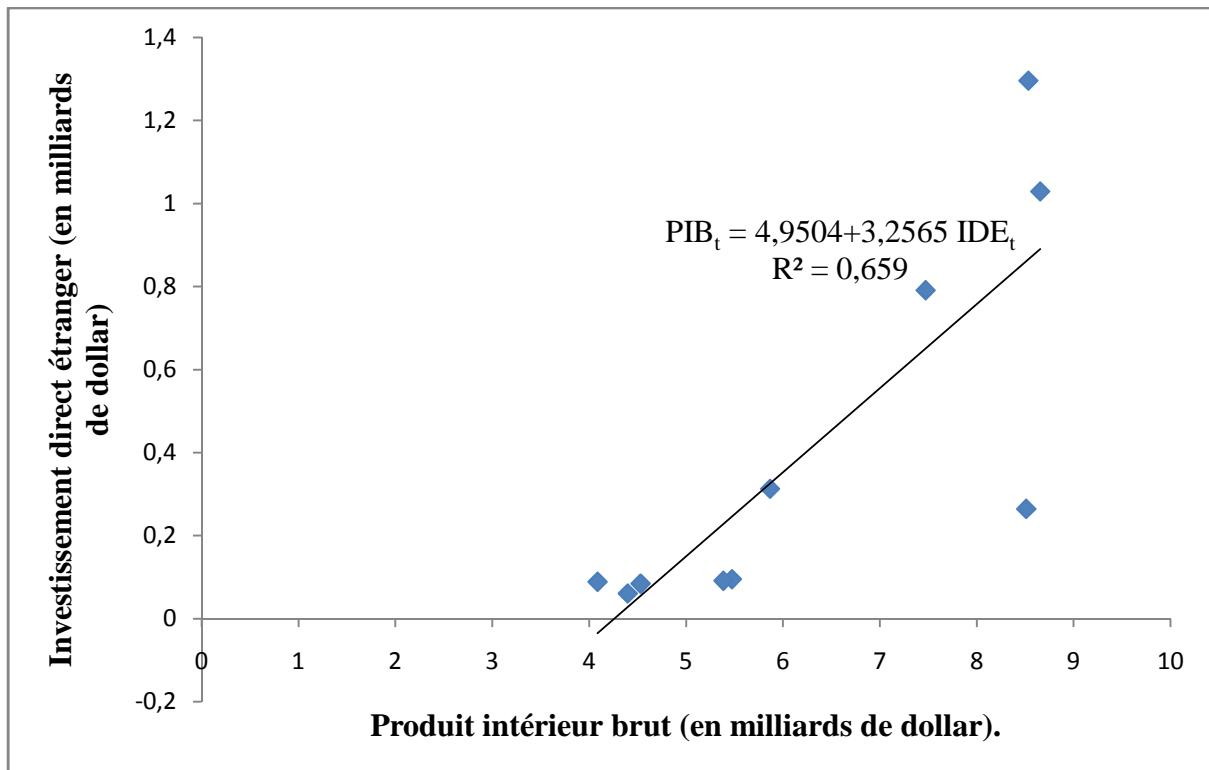
Le but de cette étude est de savoir la corrélation entre le produit intérieur brut et l'investissement direct étranger à Madagascar. On utilise donc un modèle linéaire simple qui lie le produit intérieur brut et l'investissement direct étranger. Le PIB est expliqué par le l'IDE c'est-à-dire le PIB est une variable endogène et l'IDE est une variable exogène dans un échantillon de dix ans (2001 jusqu'à 2010). Le modèle de régression linéaire simple permet d'expliquer une variable endogène en fonction d'une variable exogène. Ce modèle est de la forme approximative : (1) : $PIB_t = \beta_1 + \beta_2 IDE_t$ où β_1 et β_2 sont des paramètres à estimer et comme il est douteux que tout les point appartient à la droite correspondante la relation linéaire exacte (1) doit être modifiée afin d'inclure un terme stochastique (ou terme d'erreur ou perturbation linéaire) qu'on désigne par ε_i : (2) : $PIB_t = \beta_1 + \beta_2 IDE_t + \varepsilon_i$.

3 – L'équation de régression linéaire simple.

A partir d'un échantillon de 10 ans, on peut calculer la valeur estimée des paramètres β_1 et β_2 par le modèle MCO (moindre carré ordinaire).

La valeur estimée de β_1 est de 4,9504 et celle de β_2 est de 3,2565. Ce qui donne une droite de régression de la forme : $\widehat{PIB}_t = 4,9504 + 3,2565 \widehat{IDE}_t$.

Graphique 3 : La droite de régression et les nuages des points.



L'analyse nécessite le calcul du coefficient de la détermination R^2 et R^2 ajusté et pour renforcer l'analyse, il faut savoir la significativité des paramètres β_1 et β_2 donc on utilise un test statistique de deux hypothèses différentes.

D'après le calcul, le coefficient de détermination R^2 est de 65,94%, c'est-à-dire l'équation de régression : $\widehat{PIB}_t = 4,9504 + 3,2565 \widehat{IDE}_t$ explique donc environ 65,94% de la variabilité totale de la production intérieur brut et les 34,06% restant peuvent être attribués à des facteurs inclus dans le terme erreur. Lorsqu'on améliore la distribution, on obtient un coefficient de détermination R^2 ajusté de 61,68%, c'est-à-dire inférieur au coefficient de détermination calculé précédemment. Il est donc inutile d'ajuster la distribution.

Pour améliorer l'analyse, il faut tester deux hypothèses sur la significativité des paramètres β_1 et β_2 . Or il s'agit ici d'un modèle linéaire à deux variables donc le test de la significativité globale de β_2 qui est le coefficient de l'IDE suffit d'avoir un résultat pour le test.

On test alors :

Hypothèse1 : β_2 n'est pas significative, c'est-à-dire $\beta_2 = 0$ contre Hypothèse2 : β_2 est significative, c'est-à-dire $\beta_2 \neq 0$.

Le test de la significativité de la pente β_2 en utilisant la loi de Fisher à 1 et 8 degré de liberté donne : - la valeur empirique de Fisher : $F(1 ; 8) = 15,49$.

- la valeur théorique sur la table : $F^*(1 ; 8) = 5,32$.

Comme la valeur empirique de Fisher est supérieur à la valeur théorique sur la table ($F(1 ; 8) = 15,49 > F^*(1 ; 8) = 5,32$) au seuil de signification $\alpha = 5\%$, il faut donc conclure que β_2 est statistiquement signifiant au seuil de signification $\alpha = 5\%$; autrement dit on accepte l'hypothèse2 : β_2 est significative, c'est-à-dire $\beta_2 \neq 0$ et on rejette l'hypothèse1 : β_2 n'est pas significative, c'est-à-dire $\beta_2 = 0$. Et d'autre part au seuil de signification $\alpha = 5\%$ β_1 et β_2 sont respectivement appartient à l'intervalle de confiance [3,8106; 6,0902] et [1,3484; 5,1646].

L'importance des montants d'investissement direct étranger explique leur impact significatif sur la croissance économique au cours des dernières décennies. Cet impact a été vérifié à l'aide de ce simple modèle macro-économique qui a permis de détecter de corrélation significative entre ces deux variables pendant la période 2001 – 2010. Depuis la fin des années 1980, le gouvernement malgache a adopté une série de politiques afin de promouvoir le développement du secteur privé pour qu'il se transforme en un moteur de croissance économique. Une loi sur les investissements en 2007 et une loi sur les entreprises franches en 2008 favorisent l'entrée de capitaux étrangers pour investir dans plusieurs secteurs. L'Etat malgache a libéralisé les filières du système bancaire, des produits pétroliers, et des télécommunications. Ces politiques ont facilité de nouveaux investisseurs et l'émergence d'autre secteur porteur comme le tourisme, le textile et l'habillement, la pêche (surtout la production crevettière) et les TIC.

On constate que pendant la récession économique mondiale et la crise politique à Madagascar, les investissements directs étrangers ont augmenté et cela parallèlement à la croissance du PIB qui a été en moyenne de 6% entre 2003 et 2008. Pendant cette période, les flux d'IDE ont atteint 8,3% du PIB en 2008 contre seulement 0,3% en 2003. Ces flux ont été concentrés dans quelques secteurs tels que les mines, les télécommunications et l'industrie alimentaire. Les 90% des flux d'IDE proviennent de deux grands projets miniers (Ambatovy et QMM Taolagnaro).

Malgré le démantèlement de l'accord multifibre en 2005 et la suspension des avantages de l'AGOA en 2010, le secteur textile a su se relever pour conquérir de nouveaux marchés. En effet, le niveau de vie en Chine a augmenté. La hausse des salaires a engendré une hausse des coûts de production et induit une perte de compétitivité des produits chinois. Du coup, la Chine ne traite plus les petites et moyennes commandes, un créneau à exploiter pour les industries malgaches.

Conclusion générale.

Nous mettons en relief la nature de la relation entre ces deux variables dans le but de dégager le poids de l'IDE dans la croissance de l'économie nationale. Ce travail rappelle que l'IDE influe de diverses manières sur la croissance économique par l'intensification du commerce international, l'accumulation du capital physique et humain et la création d'avantages comparatifs dynamiques.

L'augmentation des IDE implique une amélioration au niveau de la balance de paiement. Avec la crise de l'endettement international qu'ont traversée un certain nombre de pays en développement dont le Madagascar, l'IDE est apparu comme le moyen de se procurer des capitaux extérieurs. L'instabilité politique à Madagascar est un obstacle pour l'attraction des investissements internationaux. Sans les IDE comment peut-on mobiliser l'épargne nationale pour financer l'économie de Madagascar ?

TABLE DES MATIERES.

| | |
|---|----------|
| Remerciements..... | i |
| Liste des tableaux et graphiques..... | iii |
| Liste des sigles d'abréviation..... | iv |
| Glossaire | v |
| Introduction générale | 1 |
| PREMIERE PARTIE : REVUE DE LITTERATURE SUR LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE..... | 2 |
| Chapitre I: Les théories économiques et les faits sur les IDE et la croissance économique..... | 3 |
| Section 1 : Théorie sur l'investissement et la croissance économique..... | 3 |
| 2.1 - Investissement et croissance économique selon les libéraux..... | 3 |
| 2.2 - Investissement et croissance économique selon les Keynésiens..... | 4 |
| 2.2.1 - Le multiplicateur Keynésien..... | 5 |
| 2.3 - La théorie de la croissance économique et les facteurs institutionnels..... | 5 |
| 2.4 - La théorie de la croissance endogène : un cadre approprié pour l'étude de l'effet de l'IDE sur la croissance économique..... | 6 |
| Section 2 : Définition des IDE et de la croissance économique..... | 7 |
| 1.1 - Les investissements directs étrangers..... | 7 |
| 1.1.1 - Les investissements directs étrangers selon la banque centrale et l'INSTAT..... | 7 |
| 1.1.2 - Les investissements directs étrangers selon le FMI..... | 8 |
| 1.1.3 - Définition générale de l'IDE..... | 9 |
| 1.2 - La croissance économique. | 9 |
| 1.2.1 – La définition de la croissance économique..... | 9 |

| | |
|--|-----------|
| 1.2.2 - Les déterminants de la croissance économique..... | 10 |
| <u>Chapitre II : Les impacts des investissements directs étrangers sur la croissance économique dans les pays en développement.....</u> | 12 |
| Section 1 : Les avantages des investissements directs étrangers..... | 12 |
| Section 2 : Les inconvénients des investissements directs étrangers..... | 13 |
| <u>DEUXIEME PARTIE : LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE A MADAGASCAR.....</u> | 15 |
| <u>Chapitre III : Situation des IDE dans l'économie de Madagascar.....</u> | 16 |
| Section 1 : L'historique et les atouts de l'économie malgache..... | 16 |
| 1.1 – Historique des IDE..... | 16 |
| 1.2 – Les avantages comparatifs de Madagascar. | 18 |
| Section 2 : Analyse des flux d'IDE..... | 22 |
| 2.1 – Les stocks globaux des investissements directs étrangers..... | 22 |
| 2.2 – Le stock d'IDE par branches d'activité..... | 24 |
| 2.3 – Le stock d'IDE selon leur pays origine..... | 25 |
| <u>Chapitre IV : La croissance économique à Madagascar.....</u> | 26 |
| Section 1 : Les différents facteurs de la croissance économique..... | 26 |
| Section 2 : Etude de la variation du PIB et de l'IDE de 2001 à 2010..... | 36 |
| Section 2: Etude économétrique sur les IDE et la croissance économique à Madagascar..... | 38 |
| Conclusion générale..... | 43 |
| Références bibliographiques | |
| Annexes | |

REFERENCE BIBLIOGRAPHIE.

- MANKIW N. Gregory Professeur à l'université de Harvard. « Principe de l'économie ». Edition Economica 1998.
- ELIJAH M.James. Adaptation de Francois Pap. « L'économie globale. Une approche de résolution de problèmes ». 1993 Edition Beauchemin Itée.
- PAUL SAMUELSON. Institute Professor of economics, Massachusetts Institute of technology. Traduction de GAEL FAIN. Ancien directeur des études de l'E.N.O.E.S « L'économique. Techniques modernes de l'analyse économique ». Tome 1. 1968 Librairie Armand Colin.
- PETER H.LINDERT et THOMAS A.PUGEL. « Economie internationale » 10^è édition. Edition Economica, 1997.
- « Les investissements directs étrangers dans les pays en développement : la diversité des impacts ». Edition l'Harmattan 2004.
- « Rapport économique et financier de la banque centrale de Madagascar de 2000 à 2010 ».
- BOURBONNAIS R., 1993-« Econométrie », Ed. Dunod, Paris.

ANNEXE 1 : Tableau de calcul sur l'étude économétrique sur les IDE et la croissance économique à Madagascar.

RAPPORT DÉTAILLÉ

| <i>Statistiques de la régression</i> | |
|---|-------------|
| Coefficient de détermination multiple | 0,812046758 |
| Coefficient de détermination R ² | 0,659419937 |
| Coefficient de détermination R ² | 0,616847429 |
| Erreur-type | 1,132879567 |
| Observations | 10 |

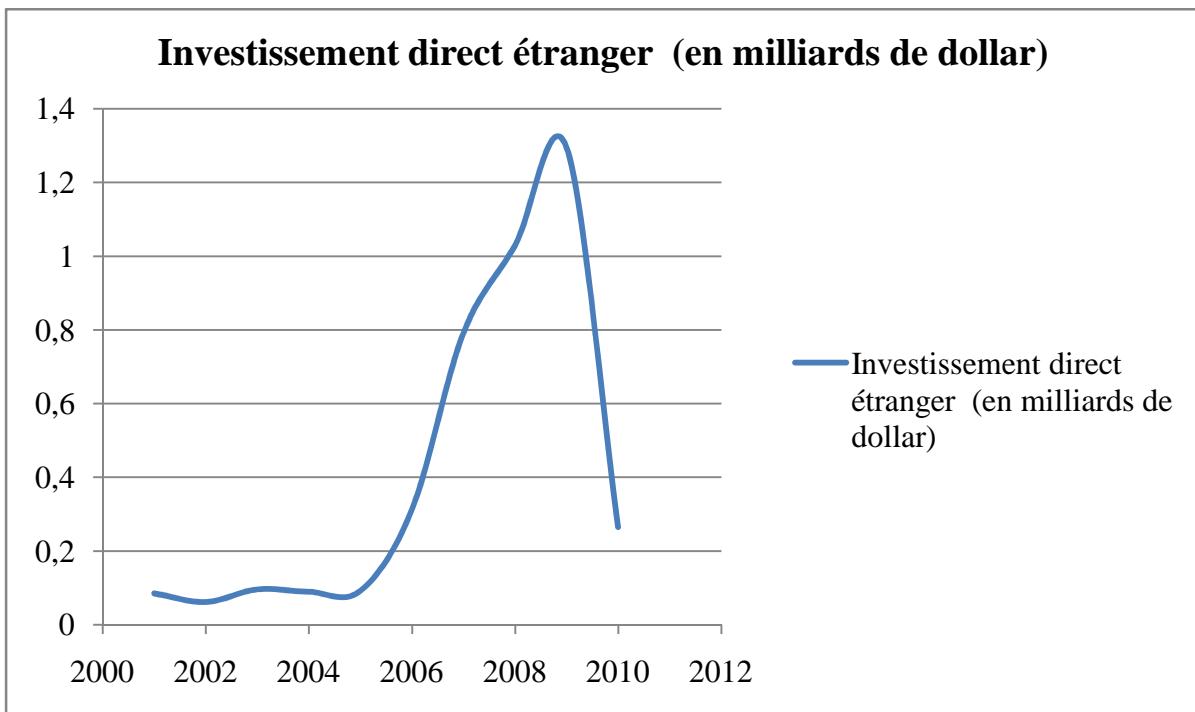
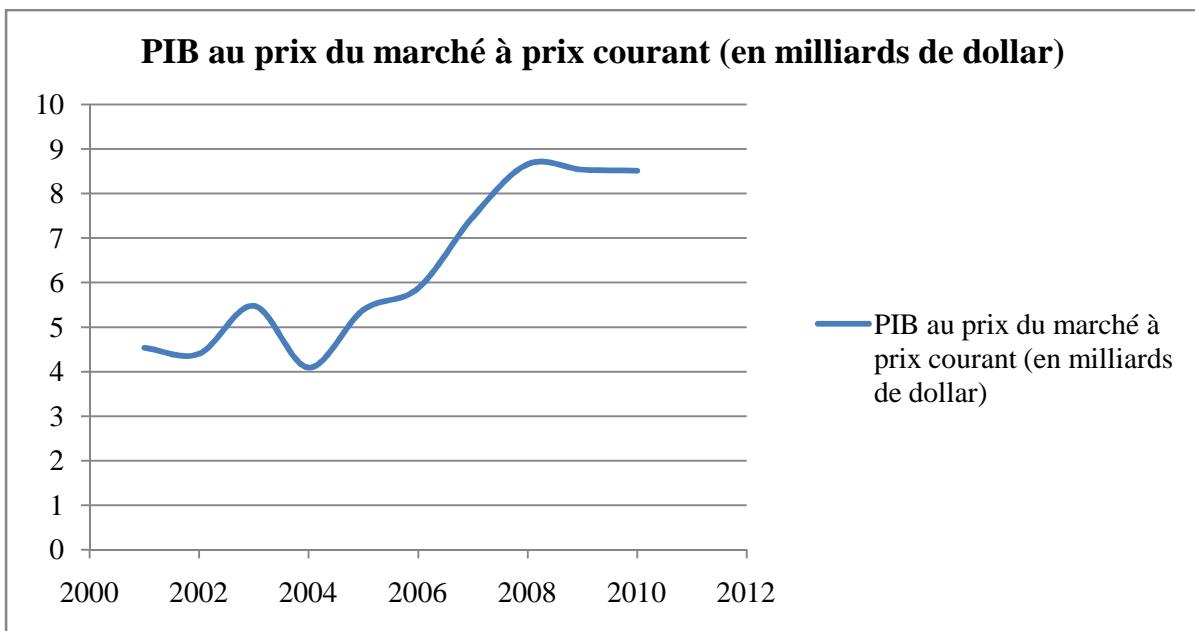
ANALYSE DE VARIANCE

| | <i>Degré de liberté</i> | <i>Somme des carrés</i> | <i>Moyenne des carrés</i> | <i>F</i> | <i>Valeur critique de F</i> |
|------------|-------------------------|-------------------------|---------------------------|-----------|-----------------------------|
| Régression | 1 | 19,87926512 | 19,87926512 | 15,489337 | 0,00432223 |
| Résidus | 8 | 10,2673289 | 1,283416113 | | |

| | <i>Coefficients</i> | <i>Erreur-type</i> | <i>Statistique t</i> | <i>Probabilité</i> |
|--------------|---------------------|--------------------|----------------------|--------------------|
| Constante | 4,950352924 | 0,494273034 | 10,01542181 | 8,39107E-06 |
| Variable X 1 | 3,256539868 | 0,827446609 | 3,935649545 | 0,00432223 |

| | <i>Limite inférieure pour seuil de confiance = 95%</i> | <i>Limite supérieure pour seuil de confiance = 95%</i> |
|-------------|--|--|
| Constante | 3,810557265 | 6,090148583 |
| Variable X1 | 1,348444569 | 5,164635168 |

ANNEXE 2 : Evolution du PIB et de l'IDE de 2001 à 2010.



ANNEXE 3 : Evolution des principaux indicateurs macroéconomiques entre 2005 et 2009.

| Année | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|--|----------|----------|----------|----------|----------|
| PIB aux prix du marché à prix courant (en milliards d'Ariary) | 10 095,2 | 11 815,3 | 13 759,7 | 16 099,5 | 16 677,5 |
| PIB aux prix du marché à prix constant de 1984 (en milliards d'Ariary) | 521,7 | 547,9 | 582,1 | 623,6 | 595,1 |
| Taux de croissance économique | 4,6% | 5,0% | 6,2% | 7,1% | -4,6% |
| Population totale (en milliers de personnes) | 17 530,0 | 17 525,0 | 18 015,5 | 18 519,9 | 19 038,5 |
| PIB réel par habitant (en Ariary) | 30 605,2 | 31 266,9 | 32 313,0 | 33 674,0 | 31 257,0 |
| PIB réel par habitant (en US Dollar) | 284,0 | 309,2 | 398,0 | 470,0 | 474,0 |
| Taux d'inflation du PIB | 18,3% | 11,5% | 9,6% | 9,2% | 8,6% |
| Taux d'inflation des prix à la consommation | 18,4% | 10,8% | 10,3% | 9,2% | 9,0% |

Source : INSTAT/DSY

ANNEXE 4 : Evolution du PIB par secteur d'activité entre 2003 et 2009 (en milliards d'Ariary).

| Année | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Au prix courant | | | | | | | |
| Secteur Primaire | 1 814,7 | 2 135,2 | 2 592,1 | 2 969,1 | 3 218,9 | 3 589,3 | 4 392,7 |
| Secteur Secondaire | 955,3 | 1 182,5 | 1 445,0 | 1 743,8 | 2 037,4 | 2 340,7 | 2 468,2 |
| Secteur Tertiaire | 3 499,7 | 4 148,7 | 5 193,8 | 6 198,1 | 7 409,7 | 8 726,6 | 8 619,4 |
| dont : secteur public | 478,8 | 503,8 | 592,9 | 776,2 | 922,3 | 986,9 | 1 000,1 |
| Au prix constant de 1984 | | | | | | | |
| Secteur Primaire | 154,8 | 159,6 | 163,6 | 167,1 | 170,8 | 175,9 | 186,2 |
| Secteur Secondaire | 55,2 | 58,8 | 60,5 | 62,7 | 68,8 | 71,3 | 66,0 |
| Secteur Tertiaire | 224,7 | 238,1 | 252,7 | 271,5 | 292,6 | 316,6 | 293,2 |
| dont : secteur public | 23,9 | 24,2 | 25 | 25,5 | 26,3 | 27,0 | 27,0 |
| Taux de croissance réel (en %) | | | | | | | |
| Secteur Primaire | 1,3 | 3,1 | 2,5 | 2,1 | 2,2 | 2,9 | 5,9 |
| Secteur Secondaire | 14,6 | 6,5 | 3 | 3,5 | 9,8 | 3,6 | -7,4 |
| Secteur Tertiaire | 10,6 | 6 | 6,1 | 7,4 | 7,8 | 8,2 | -7,4 |

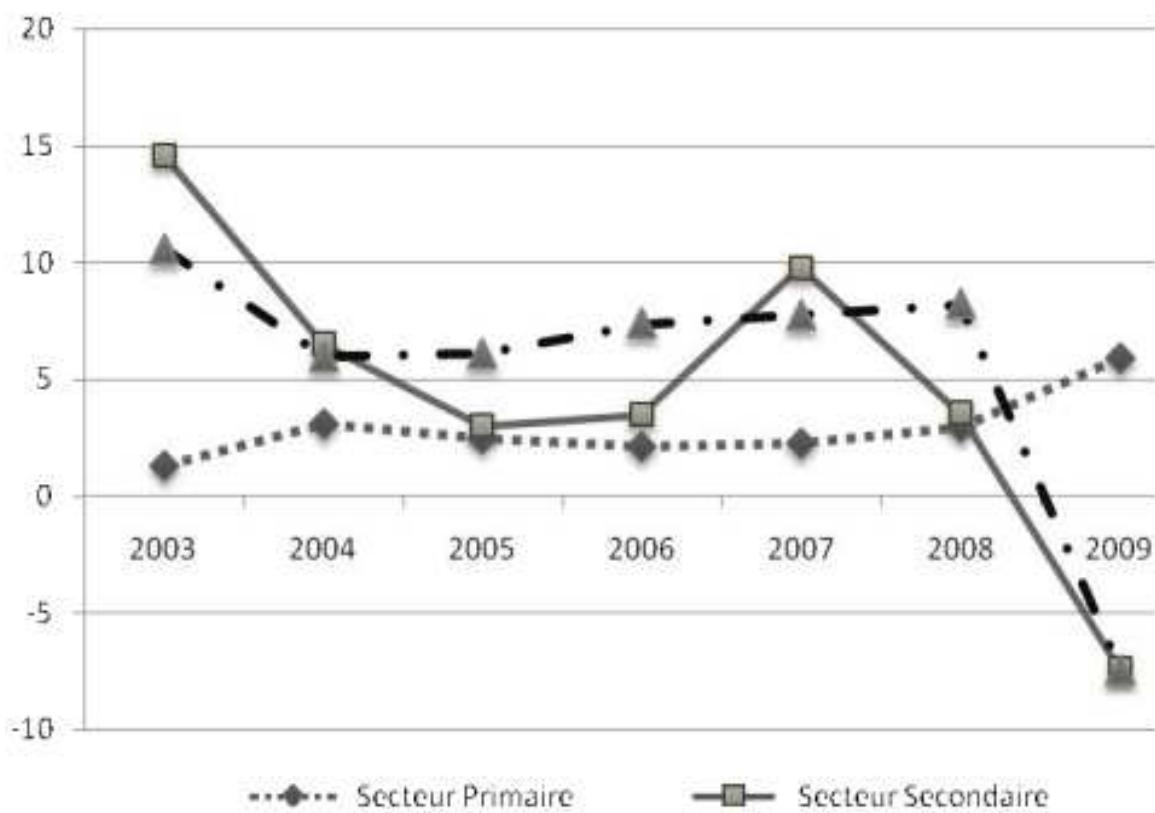
Source : INSTAT/DSY

ANNEXE 5 : Evolution de la consommation et de l'investissement entre 2003 et 2007.

| Année | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---|---------|----------|----------|----------|----------|
| Au prix courant (en milliards d'Ariary) | | | | | |
| <i>Consommation</i> | 9 017,7 | 10 714,4 | 12 721,6 | 13 888,9 | 14 918,9 |
| Publique | 841,2 | 1 033,6 | 1 691,2 | 1 808,9 | 1 927,5 |
| Privée | 8 176,6 | 9 680,8 | 11 030,4 | 12 080,0 | 12 991,4 |
| <i>Investissement brut</i> | 2 727,5 | 2 988,6 | 4 030,0 | 7 093,9 | 5 743,3 |
| Public | 936,3 | 1 246,4 | 962,8 | 1 141,5 | 524,4 |
| Privé | 1 791,2 | 1 742,2 | 3 493,2 | 5 952,5 | 5 462,9 |
| Au prix constant de 1984 (en milliards d'Ariary) | | | | | |
| <i>Consommation</i> | 461,0 | 478,1 | 495,0 | 495,3 | 492,0 |
| Publique | 43,9 | 39,5 | 57,1 | 56,2 | 58,4 |
| Privée | 417,1 | 438,6 | 437,9 | 439,1 | 433,6 |
| <i>Investissement brut</i> | 111,4 | 109,7 | 132,5 | 221,5 | 173,3 |
| Public | 40,7 | 47,2 | 32,7 | 37,0 | 15,0 |
| Privé | 70,6 | 62,5 | 110,9 | 184,5 | 158,3 |
| Taux de croissance réel (en %) | | | | | |
| <i>Consommation</i> | | | | | |
| Publique | 7,1 | -11,5 | 44,7 | -1,6 | 3,9 |
| Privée | -0,3 | 1,7 | 0,1 | 0,3 | -1,3 |
| <i>Investissement brut</i> | | | | | |
| Public | -7,2 | 23,3 | -30,7 | 13,1 | -59,5 |
| Privé | 28,1 | 16,5 | 59,7 | 84,8 | -19,6 |
| Taux d'inflation (en %) | | | | | |
| <i>Consommation</i> | | | | | |
| Publique | 5,5 | 29,2 | 13,1 | 8,7 | 2,6 |
| Privée | 20,0 | 9,4 | 13,7 | 9,2 | 8,9 |
| <i>Investissement brut</i> | | | | | |
| | 19,1 | 11,8 | 11,6 | 5,3 | 9,8 |

Source : INSTAT/DSY

ANNEXE 6 : Evolution du taux de croissance réel par secteur d'activité entre 2003 et 2009.



Source : INSTAT/DSY

Annexe 7 : Chiffre d'affaires, Valeur ajoutée et Emploi générés par les entreprises à investissement étranger durant l'année 2010.

| | Chiffre d'affaires | | | | | Valeur ajoutée | | | | | Emploi | | | | |
|--------------------------|---------------------|---------|---------|---------|---------|---------------------|---------|---------|-------|-------|------------|--------|--------|--------|--------|
| | (milliards d'arrêt) | | | | | (milliards d'arrêt) | | | | | (Effectif) | | | | |
| | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
| Entreprise d'IPF | 44,2 | 39,2 | 22 | 1,2 | 0,4 | 13,0 | 8,1 | 0,6 | 0,1 | 0,0 | 1 230 | 490 | 200 | 143 | 36 |
| Entreprise d'IDE | 2 177,0 | 3 230,9 | 5 017,0 | 3 441,0 | 3 748,0 | 658,0 | 1 079,8 | 1 431,8 | 857,0 | 939,0 | 56 636 | 65 121 | 80 567 | 60 057 | 62 707 |
| Donc Entreprise Affiliée | 259,0 | 627,1 | 241,0 | 169,0 | 549,0 | 151,0 | 237,0 | 82,8 | 132,0 | 130,0 | 11 772 | 13 036 | 10 571 | 13 910 | 22 907 |
| Fidèle | 1 810,0 | 1 922,3 | 4 060,0 | 2 310,0 | 2 680,0 | 480,0 | 607,2 | 1 160,0 | 523,0 | 556,0 | 31 167 | 29 111 | 47 343 | 32 095 | 37 693 |
| Succursale | 108,0 | 741,5 | 666,0 | 532,0 | 528,0 | 27,0 | 235,6 | 190,0 | 202,0 | 191,0 | 169 | 22 974 | 22 643 | 14 032 | 12 107 |
| Ensemble | 3 331,2 | 3 311,1 | 5 019,2 | 3 442,2 | 3 748,4 | 671,0 | 1 087,9 | 1 433,4 | 857,1 | 939,0 | 57 866 | 65 611 | 80 767 | 60 200 | 62 713 |

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT

Annexe 8 : Répartition du chiffre d'affaires, de la valeur ajoutée et de l'emploi par branche des entreprises à capitaux étrangers en 2010.

| Branche | Chiffre d'affaires | Valeur Ajoutée | Emploi |
|---|--------------------|----------------|---------------|
| Agriculture | 1,3% | 0,9% | 1,8% |
| Pêche | 2,4% | 1,0% | 3,3% |
| Activités extractives | 3,9% | 2,2% | 24,8% |
| Activités de fabrications | 14,8% | 14,7% | 23,1% |
| Production d'électricité, d'eau et de gaz | 1,0% | 1,8% | 0,2% |
| Construction et BTP | 5,3% | 14,8% | 3,8% |
| Commerce | 12,2% | 6,3% | 17,8% |
| Hôtels et restaurants | 1,9% | 0,8% | 2,2% |
| Transports, auxiliaires de transport | 2,5% | 2,2% | 3,3% |
| Activités financières | 13,4% | 27,7% | 8,6% |
| Immobilier et services aux entreprises | 6,0% | 9,4% | 8,2% |
| Distribution de produits pétroliers | 20,3% | 5,6% | 0,8% |
| Télécommunication | 14,8% | 12,4% | 1,8% |
| Autres | 0,2% | 0,2% | 0,3% |
| Total | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT

Annexe 9 : Les principaux atouts de Madagascar.

| | 1 ^{er} atout | 2 ^{ème} atout | 3 ^{ème} atout | Ensemble |
|---------------------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------|---------------|
| Coût de la main d'œuvre | 69,8% | 9,6% | 5,6% | 30,9% |
| Caractéristiques du marché | 4,0% | 30,9% | 14,4% | 16,0% |
| Fiscalité | 1,8% | 4,8% | 8,3% | 4,7% |
| Accès au financement | 1,8% | 7,6% | 6,9% | 5,3% |
| Droit des affaires | 0,7% | 2,0% | 9,7% | 3,8% |
| Infrastructure de transport | 0,7% | 3,6% | 5,6% | 3,1% |
| Infrastructure de télécommunication | 14,1% | 20,9% | 20,4% | 18,2% |
| Stabilité politique | 0,0% | 0,8% | 0,9% | 0,5% |
| Coûts des matières premières | 4,3% | 10,8% | 14,8% | 9,6% |
| Disponibilité des fournisseurs locaux | 2,9% | 8,8% | 13,4% | 8,0% |
| Ensemble | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT

| | |
|-----------------------|--|
| Nom | : RAKOTOSOLOFO. |
| Prénoms | : Heriniaina Roland. |
| Titre | : Le rapport entre les investissements directs étrangers et la croissance économique à Madagascar. |
| Nombre de page | : 43 |
| Tableau | : 14 |
| Graphique | : 3 |

Résumé.

Madagascar est un pays riche en ressource naturelle, elle dispose de richesse de sous-sol (saphir, or, nickel, cobalt, ilménite, ...), dans la forêt (bois de rose, site touristique). Nous ne pouvons pas exploiter ces ressources naturelles parce que nous ne disposons pas de haute technologie, par conséquent une large variété de ressources minières est encore sous exploiter et sous utilisée. De nombreux gisements sont découverts par des scientifiques. Les investisseurs étrangers sont intéressés par les produits miniers ce qui entraîne l'augmentation de la branche d'activités extractives et qui occupe une place importante dont 80,5% des flux d'IDE par branche d'activités de 2010. On constate que pendant la récession économique mondiale et la crise politique à Madagascar, les investissements directs étrangers ont augmenté et cela parallèlement à la croissance du PIB qui a été en moyenne de 6% entre 2003 et 2008. Le calcul du coefficient de détermination par un modèle macroéconomique donne qu'il y a une faible contribution des investissements directs étrangers sur la croissance économique. Il faut mettre une politique d'attractivité des investissements internationaux pour favoriser l'entrée des capitaux étrangers. Par exemple la diminution du taux de pression fiscal et le renforcement de l'état de droit.

| | |
|----------------------------|---|
| Mots clés | : Crise économique, croissance endogène, flux d'IDE, indice, industrialisation, investissement, pays émergents, pays en voie de développement, progrès technique, stock d'investissement. |
| Encadreur | : Professeur RAMIARAMANANA Jeannot. |
| Adresse de l'auteur | : Lot IVL 53bis Andohatapenaka. |